



Lutte contre le trafic de drogue

250 tonnes de cannabis saisies en six ans

Grâce à la vigilance des différents services de sécurité, des saisies records de drogues ont été enregistrées ces dernières années. A eux seuls, les services spécialisés de la Sûreté nationale ont saisi une quantité de 250 tonnes de cannabis durant les six dernières années et plus d'une vingtaine de réseaux de trafic de drogue ont été démantelés.

Page 2

Ligue des champions de la CAF (1/2 finale aller)/Al Ahly 2- ESS 0

L'Aigle noir malmené

Page 18



Par Saâd Taferka

L'histoire de l'Algérie s'est sans doute accélérée de façon vertigineuse au cours de ces trois dernières décennies, si bien que l'on a du mal à suivre - de façon ordonnée, sereine et apaisée - l'actualité la plus immédiate du pays.

Le 5 octobre 1988 continue à marquer dans les esprits la frontière, supposée inamovible, entre un ancien régime, celui

Selon le P-DG de Sonelgaz

Pas de hausse des tarifs d'électricité et de gaz

Le gouvernement ne compte pas procéder à des augmentations de tarif de l'électricité et du gaz durant l'année prochaine.

Page 3



Rétablissement de la sécurité et la stabilité du pays

Gaïd Salah met en avant le rôle de la Réconciliation nationale

Page 3



30 ans après les événements d'octobre 1988

Un Printemps algérien anticipé ?

du parti unique, de l'économie administrée et de l'absence des libertés, d'une part, et l'ouverture pluraliste, la libéralisation économique et la liberté d'expression, d'autre part. On se rend compte, après quelques moments d'illusion, que c'était trop simpliste de prendre les choses de cette façon, et d'espérer passer ; ex nihilo, d'un sous-développement culturel et politique - qui plus est, nourri par la rente pétrolière - à une modernité dont les contours continuent à être brouillés par les relents de cette même rente, malgré des avertissements clairs quant à la fragilité d'une telle situation.

Longtemps affublés du simple substantif d'«événements», les journées d'octobre ont fini par être reconnues par des officiels comme notre «Printemps arabe», vécu par anticipation. Si de tels arguments ont servi

un moment à expliquer la «sagesse» de la jeunesse algérienne pendant ces années de révolte des peuples de l'aire géographique arabe, et, du même coup, à «exorciser» le spectre de tels événements dans notre pays -malgré un début de contagion en janvier 2011 («émeutes de l'huile et du sucre»), ils gagneraient aujourd'hui à être versés dans l'explication objective de cette rupture historique survenue dans notre pays une année avant la chute du mur de Berlin.

Il faut avouer que - en dehors de quelques ouvrages de vulgarisation historique et de portée réduite -, la révolte de la jeunesse algérienne en ce début d'automne 1988 n'a guère bénéficié de grands éclairages académiques et d'investigations historiques.

Page 4

Participation de 17 pays

Ouverture du Festival international de la bande dessinée

Le Festival international de la bande dessinée (Fibda) a ouvert ses portes, mardi, à l'esplanade de Riadh el Feth, avec la participation de 17 pays, le Canada étant l'invité d'honneur.

Page 15



Lutte contre le trafic de drogue

Plus de 250 tonnes de cannabis saisies en six ans

Grâce à la vigilance des différents services de sécurité, des saisies records de drogues ont été enregistrées ces dernières années. A eux seuls, les services spécialisés de la Sûreté nationale ont saisi une quantité de 250 tonnes de cannabis durant les six dernières années et plus d'une vingtaine de réseaux de trafic de drogue ont été démantelés.



Par S. A. Mohamed

C'est ce qu'a indiqué hier à Alger, un responsable de la direction générale de la Sûreté nationale (Dgsn). Intervenant sur les ondes de la Radio nationale, le commissaire divisionnaire, Djamel Guessoum, chef de la lutte contre le trafic illicite de stupéfiants a révélé que 250 tonnes de cannabis ont été saisies ces six dernières années, notamment 56 tonnes de cannabis en 2012, 40 tonnes en 2013, 25 tonnes en 2016 avant de connaître une baisse avec six tonnes respectivement en 2017 et les huit premiers mois de 2018, ainsi que 12 kg de cocaïne, 32 kg d'héroïne et 3,6 millions de différents types de comprimés de psy-

chotropes. M. Guessoum a expliqué la baisse de la saisie du cannabis par le renforcement des moyens de lutte contre ce fléau et le redéploiement des forces armées nationales en amont (aux frontières). Pour ce responsable, plus d'une vingtaine de réseaux de trafic de drogue ont été démantelés et anéantis, ajoutant que 120 000 affaires avaient été traitées conduisant à l'arrestation de 150 000 personnes présentées devant les juridictions spécialisées du pays. Pour faire face au phénomène de la drogue, il a expliqué que l'Algérie avait adopté une stratégie de prévention et de lutte fondée sur une approche intégrée, impliquant notamment l'ensemble des départements ministériels. Evoquant les dangers de ces substances dangereuses sur

la société, M. Guessoum a fait savoir que les dealers ciblaient même les établissements scolaires, assurant que les services de la Sûreté nationale étaient en contact permanent avec les directeurs d'établissement et les enseignants pour faire face à ce danger. M. Guessoum a indiqué que le phénomène de trafic de stupéfiants était un phénomène mondial «qui prend de l'ampleur», touchant toutes les sociétés, notamment algérienne, pour plusieurs raisons, notamment sa position géographique, faisant d'elle un carrefour ouvert sur l'Europe, le Moyen-Orient et le Sahel. Pour lui, l'Algérie «est passée, malheureusement, du statut de pays de transit à celui de consommateur», relevant que plusieurs quantités sont déversées sur le marché

local. Outre les services spécialisés de la Dgsn, ceux de la Gendarmerie nationale et de l'ANP saisissent également quasi quotidiennement d'importantes quantités de différentes drogues et parfois même des drogues dures comme l'héroïne ou la cocaïne. Fin mai dernier, pas moins de 701 kg de cocaïne ont été saisis. La drogue a été dissimulée dans un container censé contenir de la viande qui a été importée du Brésil par un importateur privé. Selon un bilan récent de l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (Onldt), près de 11 tonnes de résine de cannabis ont été saisies en Algérie durant les quatre premiers mois de l'année 2018, dont plus de 72% dans l'ouest du pays.

S. A. M.

Durant le mois de septembre

Trois terroristes abattus et reddition de 11 autres

Les unités de l'Armée nationale populaire (ANP) ont abattu, en septembre, trois terroristes et arrêté 10 éléments de soutien aux groupes terroristes, outre la reddition de 11 autres aux autorités militaires, indique le bilan opérationnel de l'ANP pour le mois de septembre 2018.

Dans le cadre de la lutte antiterroriste, «les unités de l'ANP ont découvert et détruit, durant la même période, 36 casemates et récupéré une mitrailleuse lourde de calibre 14,5 mm, deux bandes de munition, un fusil mitrailleur, 19 kalachnikovs, un fusil à répétition et un fusil à pompe», précise le bilan.

Les éléments de l'ANP ont également récupéré «un pistolet automatique 46, un fusil de chasse, 15 armes à feu, une roquette RPG-

7, 28 chargeurs de munition, 28 685 balles de différents calibres et un obus pour mortier outre la découverte et la destruction de 4,95 quintaux de poudre à canon (baroud) et de 21,95 kg de TNT».

Quant à la lutte contre la criminalité, «33 narcotrafiants ont été arrêtés ce qui a permis de saisir 10,59 quintaux de kif traité, 14 608 comprimés de psychotropes, 2,2 kg de héroïne et de 395,1 gr de cocaïne outre l'arrestation de 74 contrebandiers et 92 orpailleurs».

Dans le même cadre, «37 641 litres de carburants, 31,93 tonnes de denrées alimentaires, 3 900 litres d'huile de table, 154 groupes électrogènes, 121 marteaux-piqueurs, 30 détecteurs de métaux, 52 véhi-

cules de différents types, 52 438 unités de différentes boissons, cinq drones, six talkie-walkie et 32 160 unités de médicaments ont été saisis».

D'autre part, dans le cadre de la lutte contre la migration clandestine, 373 migrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés et une tentative de migration clandestine de 514 individus déjouée outre la saisie de 41,7 kg de corail et quatre équipements servant à la pêche illicite de corail». Ces résultats positifs réalisés à travers les différentes régions militaires, attestent de la ferme détermination de l'Armée nationale populaire à asseoir la sécurité et la quiétude sur l'ensemble du territoire national», conclut le communiqué.

Reda A.

5^{ème} réunion de haut niveau algéro-portugaise Signature de 13 accords de coopération

L'Algérie et le Portugal ont signé, hier à Lisbonne, à l'issue de leur cinquième réunion de haut niveau, 13 accords de coopération à même de renforcer davantage la coopération bilatérale, particulièrement au plan économique.

La signature de ces accords s'est déroulée en présence du Premier ministre, Ahmed Ouyahia, et son homologue portugais, Antonio Costa.

Ainsi, l'Algérie et le Portugal ont signé un accord relatif à la coopération dans le domaine de la Protection civile, un accord de coopération dans le domaine de la santé, et un autre dans le domaine du transport aérien.

Les deux pays ont également signé un mémorandum d'entente dans le domaine de la formation et de l'enseignement professionnels et un autre dans le domaine de la protection et la promotion sociale.

Un mémorandum pour l'introduction de la langue portugaise en tant que langue étrangère d'option dans le système éducatif algérien a été également signé à cette occasion, ainsi qu'un programme d'échanges culturels pour les années 2018-2020 et un programme exécutif dans le domaine de la jeunesse et des sports au titre des années 2018-2020.

L'Algérie et le Portugal ont également signé un mémorandum d'entente entre l'Organisme national de contrôle technique des travaux publics et le laboratoire portugais de l'ingénierie civile, un mémorandum d'entente entre l'Institut Portugais de soudure et de qualité et l'Organisme national de contrôle technique des travaux publics, ainsi qu'un protocole de coopération entre l'Ecole supérieure maritime (Ensm) et l'Ecole supérieure nautique portugaise Infante D. Henrique.

Les deux pays ont aussi signé un plan d'action dans le domaine de la formation touristique 2018-2020 et un protocole de coopération entre l'université d'Alger 2 et l'Institut Camoes de langues et de coopération.

R. N.

Grippe saisonnière La campagne de vaccination lancée le 15 octobre courant

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Mokhtar Hasbellaoui, a annoncé mercredi à Oran le lancement de la campagne nationale de vaccination contre la grippe saisonnière à partir du 15 octobre courant.

«Nous allons lancer une campagne d'information et de sensibilisation à travers l'ensemble du territoire national pour toucher, notamment les populations concernées par cette opération notamment les personnes âgées et les malades chroniques», a précisé le ministre, qui présidait la cérémonie de l'ouverture de l'année pédagogique de la formation paramédicale 2018/2019.

La cérémonie s'est déroulée à l'Institut national de formation paramédicale de Haï Salam d'Oran. Cette nouvelle année de formation concerne quelque 6 000 nouveaux stagiaires à l'échelle nationale.

R. M.

Selon le P-DG de Sonelgaz

Pas de hausse des tarifs d'électricité et de gaz

Le gouvernement ne compte pas procéder à des augmentations de tarif de l'électricité et du gaz durant l'année prochaine.



Par Karima Nacer

Le P-DG de Sonelgaz, Mohamed Arkab, a affirmé hier, qu'aucune augmentation des tarifs de consommation de l'électricité et du gaz n'était prévue pour l'année prochaine. Ainsi, le gouvernement prévoit de maintenir les prix actuels de l'électricité et du gaz, dans le cadre de la Loi de finances de 2019. Il avance comme preuve, des nouveaux investissements accordés par l'Etat à son entreprise. A noter que la société nationale de l'électricité et du gaz, Sonelgaz, s'est toujours plaint des déficits chroniques

qui la poursuivent à cause, notamment de la non-application de tarifs réels. Ces difficultés sont dues essentiellement au fait que des milliers de citoyens et d'institutions ne paient pas leurs factures.

«L'Etat a accordé au groupe Sonelgaz un crédit à long terme avec beaucoup d'avantages et ce, à l'effet de poursuivre ses investissements à l'horizon 2028. Ces avantages ont permis au groupe de continuer à investir. Ainsi, aucune augmentation des tarifs de consommation de l'électricité et du gaz n'est programmée et il n'y a pas de propositions dans ce sens», a avancé M. Arkab

lors d'une conférence-débat qu'il a animée au Forum d'El Moudjahid. Sur ce point, le même responsable a indiqué que les investissements physiques et financiers du groupe Sonelgaz ont atteint 311,5 milliards de DA en 2017 contre 26,96 milliards de DA en 2000. Le patron de Sonelgaz a expliqué, que ces investissements avaient été engagés pour assurer le service public en répondant à la demande en électricité et gaz de la population, et assurer le développement économique du pays.

Auparavant, le ministre de l'Energie, Mustapha Guitouni, a fait savoir que son département ne compte pas procéder à des aug-

mentations du tarif de l'électricité dans l'immédiat, mais il a laissé entendre que des augmentations auront bien lieu à l'avenir. La question «ne se pose pas actuellement, mais est inévitable dans le temps», a-t-il dit dernièrement. Cependant, il a insisté sur le fait que quand elle interviendra, cette augmentation ne touchera que «les grands consommateurs et les gaspilleurs d'énergie».

Il faut noter que les responsables de Sonalgaz ont assuré, à plusieurs reprises, que «les prix de l'électricité ne bougeront pas», mais pour les consommateurs, la réalité est tout autre. La facture demeure salée depuis deux ans. **K.N.**

Sous forme de partenariat L'investissement dans les biens wakfs ouvert aux étrangers

L'investissement dans les biens Wakfs est «ouvert aux investisseurs et capitaux étrangers suivant la législation algérienne» et sous forme de «partenariat», a déclaré, hier à Médéa, le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Mohamed Aïssa.

«Les investisseurs étrangers peuvent, au même titre que les nationaux, privés ou publics, avoir accès aux biens wakfs, bâtis ou non, et réaliser le type d'investissement qui assure les intérêts des deux parties», a indiqué le ministre, en marge de l'inauguration du «complexe wakfs» de la ville de Berrouaghia, qui comprend des logements, des bureaux et des locaux à usages commerciaux et de services.

M. Aïssa a précisé, dans ce contexte, qu'un décret exécutif, promulgué récemment, donne aux investisseurs étrangers «le droit d'accès» aux biens wakfs du secteur, à condition, a-t-il ajouté, que cet investissement «soit réalisé dans le cadre d'un partenariat et sur la base de la règle 51/49».

Il a évoqué, à cet effet, la conclusion de trois contrats de partenariat avec des investisseurs nationaux pour la réalisation d'une structure de santé, une banque et un hôtel, qui devront «entrées en fonction, au plus tard, d'ici six mois», soulignant que «l'opération d'exploitation et rentabilisation» des biens wakfs nationaux «avancent à un rythme soutenu».

S'agissant des biens wakfs, qui font l'objet de litiges avec des particuliers ou des organismes, le ministre a affirmé que «plus de 95% des ces biens ont été récupérés et versés dans le portefeuille foncier du secteur», annonçant par la même, la récupération dans la wilaya de Sidi Bel Abbès de 13 parcelles qui abritaient auparavant des cimetières étrangers, dans le cadre de l'opération de transfert et de regroupement des ossements des personnes étrangères enterrées en Algérie, initiée par leur pays d'origine.

Reda A.

Conseil de la nation Séance plénière jeudi consacrée aux questions orales

Le Conseil de la nation tiendra aujourd'hui, une séance plénière consacrée à des questions orales adressées à quatre membres du gouvernement, a indiqué, hier, un communiqué du Conseil. Ces questions concernent les secteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, de la communication, du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale et de l'environnement et des énergies renouvelables, conclut la même source.

R. N.

Rétablissement de la sécurité et la stabilité du pays

Gaïd Salah met en avant le rôle de la Réconciliation nationale

Le général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP) a mis en avant hier à Biskra, le rôle de la charte pour la paix et la Réconciliation nationale dans le rétablissement de la sécurité et la stabilité du pays.

Au quatrième jour de sa visite à la 4^e Région militaire à Ouargla, le général de corps d'Armée, a inspecté quelques unités relevant du Secteur militaire de Biskra, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

Lors d'une rencontre avec les cadres et les personnels des unités du Secteur militaire de Biskra, le chef d'état-major de l'ANP a prononcé une allocution d'orientation, diffusée à toutes les unités de la Région via visioconférence, à travers laquelle il a «mis l'accent sur l'importance de cette rencontre coïncidant avec le lancement officiel de l'année de préparation au combat 2018-2019, et coïncidant, également, avec la célébration du 13^e anniversaire de la charte pour la paix et la Réconciliation nationale initiée par Son

Excellence M. le Président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale et adoptée à l'unanimité par le peuple algérien, le 29 septembre 2005», précise le communiqué.

«Dans ce contexte précisément, je ne manquerai pas de valoriser et de saluer, notamment à l'occasion du 13^e anniversaire du vote par acclamation de la charte pour la paix et la Réconciliation nationale, la clairvoyance et la perspicacité de Son Excellence, M. le Président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale à travers son initiative historique adoptée par tout le peuple, qui la considère, aux côtés des sacrifices et de la détermination des braves hommes de l'ANP, une pierre angulaire dans le processus du rétablissement de la sécurité et la stabilité du pays», a affirmé le général de corps d'Armée.

Pour le chef d'état-major de l'ANP, «cette initiative historique a su faire régner la fraternité parmi les Algériens et a permis à ceux ayant égaré le droit chemin de revenir à la raison, de rompre avec leur cruauté, d'emprun-

ter la voie de la sagesse et de la Réconciliation nationale et de regagner leur société».

«Une initiative sur laquelle l'ANP, digne héritière de l'Armée de libération nationale (ALN), s'est appuyée lors de l'édification de cette prestigieuse institution de défense et de sécurité, dont les fondements sont solidement ancrés, et qui oeuvrera, sans répit jour et nuit avec l'aide d'Allah Le Tout-Puissant, à parachever le raffermissement des piliers de ce don divin», a-t-il fait valoir.

Par la même occasion, le général de corps d'Armée a assuré que ces visites périodiques «constituent une action de terrain qui revêt une importance majeure, voire une nécessité professionnelle, car elles représentent l'intérêt particulier que le Haut commandement de l'ANP ne cesse d'accorder à l'accompagnement de tous les efforts déployés et au suivi de l'exécution de l'ensemble des programmes pluridisciplinaires qui se complètent et se succèdent, et dont les dimensions et les objectifs sont multiples».

Reda A.

30 ans après les événements d'octobre 1988

Un Printemps algérien anticipé ?

L'histoire de l'Algérie s'est sans doute accélérée de façon vertigineuse au cours de ces trois dernières décennies, si bien que l'on a du mal à suivre - de façon ordonnée, sereine et apaisée - l'actualité la plus immédiate du pays.



Par Saâd Taferka

Le 5 octobre 1988 continue à marquer dans les esprits la frontière, supposée inamovible, entre un ancien régime, celui du parti unique, de l'économie administrée et de l'absence des libertés, d'une part, et l'ouverture pluraliste, la libéralisation économique et la liberté d'expression, d'autre part. On se rend compte, après quelques moments d'illusion, que c'était trop simpliste de prendre les choses de cette façon, et d'espérer passer; ex nihilo, d'un sous-développement culturel et politique - qui plus est, nourri par la rente pétrolière - à une modernité dont les contours continuent à être brouillés par les relents de cette même rente, malgré des avertissements clairs quant à la fragilité d'une telle situation.

Longtemps affublés du simple substantif d'«événements», les journées d'octobre ont fini par être reconnues par des officiels comme notre «Printemps arabe», vécu par anticipation. Si de tels arguments ont servi un moment à expliquer la «sagesse» de la jeunesse algérienne pendant ces années de révolte des peuples de l'aire géographique arabe, et, du même coup, à «exorciser» le spectre de tels événements dans notre pays - malgré un début de contagion en janvier 2011 («émeutes de l'huile et du sucre»), ils gagneraient aujourd'hui à être versés dans l'explication objective de cette rupture historique survenue dans notre pays une année avant la chute du mur de Berlin.

Une virage historique à revisiter

Il faut avouer que - en dehors de quelques ouvrages de vulgarisation historique et de portée réduite -, la révolte de la jeunesse algérienne en ce début d'automne 1988

n'a guère bénéficié de grands éclairages académiques et d'investigations historiques. Ces journées sanglantes, qui ont sanctionné un régime et un mode de gestion, ont été longtemps occultées sur le plan officiel; du moins, elles n'ont jamais bénéficié d'un traitement qui ferait d'elles une station historique du peuple algérien qui allait annoncer des changements profonds dans la société et les institutions. Pour reconnaître, en 2011, le caractère politique et «révolutionnaire» de cette date, les personnalités officielles de l'époque avaient agi sous la contrainte des événements extérieurs, dans un contexte de révolte généralisée de l'aire géographique arabe. Notons que les chamboulements qui affectent le monde arabe depuis la fin 2010, avec le départ du président tunisien Zine Labidine Benali, n'ont pas encore réellement dit leur dernier mot, puisque des tueries et des massacres continuent à être commis au Yémen, en Syrie et en Lybie, sans parler de la fragilité de la situation en Egypte et dans les pays du Golfe.

En reconnaissant aux émeutes d'octobre leur caractère «printanier», certains officiels, peut-être à leur corps défendant, rendent un service énorme à la société et à l'histoire 30 ans après les faits. En approfondissant la réflexion sur le parcours de l'histoire du peuple algérien, l'on est amené à remonter à la guerre de Libération nationale pour dire, là aussi, que les Algériens ont fait leur printemps. Ce fut une guerre qui n'a pas son équivalent dans le Monde arabe, ni en Afrique. Il n'y a que le Vietnam qui peut soutenir une telle comparaison.

Un quart de siècle après l'indépendance du pays, octobre 1988 constitue indubitablement une station déterminante dans l'histoire de la lutte du peuple algérien pour la liberté et la démocratie.

Au-delà des comparaisons, imposées par un contexte régional

peu serein, l'Algérie de 2018 a immanquablement tout intérêt à se pencher sur les fondements des événements d'octobre 1988, les acquis qui en sont obtenus et les dérives que ce mouvement a connues en cours de route.

Le sens de la gouaille populaire

Les jeunes qui, il y a 30 ans, tombèrent victimes de la guerre d'intérêts et de la lutte de clans au sommet du pouvoir, étaient nés sous l'ère du «socialisme» triomphant, du parti unique et de la bureaucratie d'Etat des années 1970 du siècle dernier. Le «décor» général de l'époque était le culte de la personnalité, le dogme économique qui fait de l'Etat le seul agent investisseur et distributeur, ainsi que la raideur idéologique qui a fait perdre aux Algériens leurs repères culturels. Ce fut là toute cette «mixture» explosive qui a formé des chômeurs universitaires et des déracinés culturels, vivants - sans interpénétration - à côté d'une nomenclatura telle que l'Algérie n'en a jamais connue. La dénomination «tchitchi», appliquée à cette catégorie de jeunes Algériens vivant dans une «autre planète» en pleine capitale, date du début des années 1980.

Lorsque, en février 1979, le colonel Chadli Bendjedid prit le pouvoir après la mort de Houari Boumediène, c'était dans un climat d'euphorie où s'annonçait un certain «libéralisme» nébuleux, mais qui, en réalité, s'occupera de gérer «autrement» la rente, au profit de clientèles triées sur le volet. Il fixa une devise pour le congrès parti unique, le Front de libération nationale, dont il était le secrétaire général. Ce fut le fameux slogan : «Pour une vie meilleure». La jeunesse algérienne, évoluant à la marge du développement et dans une espèce de tour d'ivoire faite d'inculture et de

misère, lança cette belle boutade pour railler le système politique autiste et prébendier : «Pour une vie meilleure, il faut aller ailleurs». C'est une sorte de «prémonition» qui allait se réaliser deux décennies plus tard et qui se matérialisera par le phénomène «harra-ga».

Le fossé entre les populations et le pouvoir politique ne faisait que se creuser chaque jour davantage. Pour avoir la paix sociale, dissuader toute forme d'opposition qui remettrait en cause le parti unique et se garantir des mandats successifs sans aucun contrôle, le pouvoir de l'époque a entretenu une immense confusion entre la sphère politique et la sphère économique. L'Etat, non seulement encadre politiquement et administrativement le pays, mais aussi vend des chaussures chez Districh, des couvertures à la Cotitex, des téléviseurs à l'Edied, des Mazda bâchées à la Sni, des vélos, des poêles à mazout et des lentilles dans le Souk el Fellah. Cela a fini par renforcer et diversifier les clientèles et des réseaux de corruption. Vu que toute initiative privée était brimée, sinon interdite, l'économie du pays évoluait dans la logique de «tout-importation», de la pénurie organisée, du soutien des prix - y compris pour des produits qui ne relèvent pas de l'ordre du prioritaire - et de la fuite des produits soutenus vers les pays voisins. De ces pays, entraînent clandestinement divers produits (habillement, électroménager, drogue...). C'est à cette époque que, par le génie lexical de la jeunesse algérienne, le mot «trabendo», issu de «contrebande», imposa sa présence.

L'Etat recrutait à tour de bras dans les entreprises publiques et dans les structures administratives. Il n'était pas regardant sur la dépense. C'est en analysant la nature du régime politique de

l'époque et son assise économique, bâtie exclusivement sur la distribution de la rente, que l'on pourra saisir l'intention des autorités du pays de procéder à des «réformes» suite à l'impasse historique qui a grevé tout le processus de légitimation que le régime comptait «immortaliser» par la distribution de la rente pétrolière et les principes, pourtant malmenés et dénaturés, de la Révolution de Novembre 1954.

Les limites objectives des idéaux d'octobre

Quelques années seulement avant octobre 1988, la société commençait à frétiler dans le sens d'une demande de démocratisation des institutions, de la libération des initiatives citoyennes, d'un mieux-être socio-économique et d'une franche justice sociale. Ce dernier concept - comme celui de la démocratie d'ailleurs (auquel on se pique de greffer des épithètes de «responsable», «populaire») - était pourtant chanté sur tous les toits de la République officielle et était inscrit dans tous les textes fondamentaux du pays. Mais c'est connu à travers le monde, les régimes les plus décriés et les plus autocrates établissent les lois les plus modernes et les plus avancées pour les fouler dans la réalité.

La révolte d'octobre fait partie de ses impasses qui interpellent, aussi bien le système politique, que l'ensemble des acteurs de la société civile. Cependant, face à l'opacité et au clientélisme qui caractérisent les actes d'intervention sociale de l'Etat, et devant la fermeture des horizons pour des milliers de jeunes sans qualification ou pour des diplômés chômeurs, toutes les raisons demeurent les bienvenues pour en faire un tisonnier de la contestation.

Les analyses de la révolte d'octobre 1988, de la part des politologues, des sociologues et des historiens continuent à alimenter la littérature politique de notre pays. Les regards se sont surtout arrêtés sur l'après-octobre et la gestion qui a caractérisé l'«ouverture politique» et économique permise par ce tournant majeur de l'histoire tourmentée de l'Algérie. La réponse apportée par le pouvoir de Chadli à la révolte d'octobre -réformes libérales et multipartisme - est vue par les observateurs de la scène algérienne comme une parade destinée à sauver le système. Autrement, c'était une entreprise sans conviction. Il y a lieu de reconnaître que les grandes interrogations qui ont taraulé l'esprit des Algériens et ébranlé les piliers du système politique dans ces moments tragiques de la vie de la nation, réapparaissent à chaque fois que l'Etat et ses institutions plongent encore dans des tergiversations dans le processus de construction d'un pays moderne, bâti sur les principes de la justice sociale, de la séparation des pouvoirs et de la bonne gouvernance. Cela dit, les acquis d'octobre sont là - liberté d'expression, liberté de la presse, pluralisme politique - et ce, malgré leurs limites objectives qui enserrant ces idéaux, limites liées au niveau culturel des populations, au niveau d'implication de l'élite intellectuelle et aux relents de la rente distributive.

Economie algérienne

La BM s'attend à une croissance de 2,5%

L'économie algérienne devrait enregistrer une croissance de 2,5% en 2018 contre 1,6% en 2017, prévoit la Banque mondiale qui table sur une baisse du double déficit avec la mise en place des réformes prévues au plan économique.



« La croissance en Algérie devrait rester stable au-dessus de 2% en moyenne jusqu'à la fin de la décennie », anticipe le premier acteur de l'aide au développement dans son rapport de suivi de la situation économique dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, présenté mercredi à Washington.

La prévision actualisée de 2,5% même en baisse comparée au 3,5% anticipé dans l'édition précédente du rapport, publié en avril et aussi dans le dernier rapport de la Banque sur les perspectives économiques mondiales de juin, reste cependant supérieure à la moyenne de 2% prévue pour la région Mena dans son ensemble.

La croissance dans les pays exportateurs de pétrole de la région est attendue à 1,6% cette année.

La BM a revu à la hausse la prévision de croissance en Algérie pour 2019 à 2,3% contre

2% prévu en juin, ajustant aussi à la hausse celle de 2020 à 1,8% contre 1,3% projeté auparavant.

Selon les projections de la banque, ces taux de croissance devraient s'accompagner en 2019 et 2020 d'une baisse du double déficit (déficit public et déficit de la balance courante) à la faveur des réformes qui seront mises en place telles que la levée de subventions et l'amélioration du climat des affaires.

Ainsi, le déficit budgétaire devrait représenter -6,9% du Pib en 2018 contre -9% en 2017. Cette tendance baissière devrait se maintenir à -5,8% du Pib en 2019 et à -4,5% en 2020.

Le solde de la balance courante, devrait aussi reculer à -8,5% du Pib en 2018 contre -12,8% en 2017 et baisser davantage à -7,2% du Pib en 2019 et à -5,9% en 2020.

Le rapport de la BM table, par ailleurs, sur « une amélioration modeste » de la croissance dans la région Mena à 2,3% en

2019 et 2,8% en 2020.

La reprise de la croissance sera principalement le résultat de l'amélioration de l'activité économique des exportateurs et des importateurs de pétrole à la fois.

La croissance pour cette année est attendue autour de 2% contre 1,4% en 2017, précise l'édition de ce rapport, intitulée « une nouvelle économie pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord ».

Mais les taux de croissance globaux des pays exportateurs et importateurs de pétrole resteront inférieurs aux niveaux observés de 2005 à 2010.

L'institution de Bretton Woods explique que ces prévisions reflètent plusieurs facteurs, en grande partie le ralentissement des ajustements budgétaires, l'augmentation des dépenses de reconstruction dans les pays touchés par les conflits comme l'Irak, la fin de la réduction de la production pétrolière des pays Opep ainsi

qu'une légère reprise de la demande extérieure.

Cependant, les exportateurs de pétrole bénéficieront considérablement des prix de brut relativement élevés, d'une hausse de la production pétrolière, des réformes mises en place et d'une éventuelle augmentation de la demande extérieure.

Le déficit budgétaire global de la région devrait se réduire à 3,1% du Pib d'ici à 2020. Les exportateurs de pétrole, y compris les pays du Conseil de coopération du Golfe devraient connaître une réduction de leur déséquilibre budgétaire grâce à la hausse des prix de pétrole mais aussi aux efforts de diversification de l'économie qui enregistrent un certain succès, constate la BM.

Evoquant les perspectives du marché pétrolier, la Banque est restée prudente sur l'évolution des prix, en expliquant que « plusieurs facteurs compensateurs » pourraient freiner la hausse observée ces derniers mois.

La Banque cite en particulier l'éventuel ralentissement de la reprise mondiale et les incertitudes entourant les investissements et la consommation dans le secteur pétrolier qui pourraient impacter la demande.

En parallèle, les sanctions imposées par les Etats-Unis au secteur pétrolier iranien pourraient réduire les exportations de pétrole iranien de plusieurs centaines de milliers de barils par jour.

« Si la baisse de la production ne s'accompagne pas d'une augmentation provenant d'un autre pays exportateur de pétrole, notamment l'Arabie saoudite, le marché pétrolier serait sous-approvisionné, exerçant une pression à la hausse sur les prix », précise la BM qui table sur un baril à 70 dollars en 2018, soit 12 dollars de plus que la prévision anticipée en janvier dernier.

R. N.

Prix du pétrole Le Brent s'approche des 85 dollars

Les prix du pétrole s'approchaient mercredi, en cours d'échanges européens, de leur plus haut en quatre ans, les craintes entourant les sanctions américaines sur l'Iran prenant le dessus sur une hausse prévue des stocks américains.

En fin de matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre valait 84,93 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 13 cents par rapport à la clôture de mardi.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de « light sweet crude » (WTI) pour le contrat de novembre prenait 4 cents à 75,27 dollars.

Le président américain a multiplié dernièrement les attaques contre l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, qu'il accuse d'être responsable du niveau élevé des prix, même si la plupart des observateurs du marché s'accordent à expliquer la hausse des cours par les sanctions de Washington contre l'Iran, qui vont priver le marché de l'offre du troisième producteur de l'Opep. Dans ce contexte, les marchés ont peu réagi aux données de la fédération professionnelle de l'American petroleum institute (API), qui a fait état d'une hausse des stocks de brut aux Etats-Unis la semaine dernière.

Les investisseurs s'arrêteront peut-être plus longuement sur les données officielles de l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA), qui seront publiées en cours de séance. Pour les réserves arrêtées au 28 septembre, les analystes s'attendent à une hausse des stocks de brut de 1,5 million de barils, de 1,25 million de barils de ceux d'essence et à une baisse de 1,25 million de barils des réserves d'autres produits distillés (fioul de chauffage et gazole), selon la médiane d'un consensus compilé par Bloomberg.

Reda A.

Ghardaïa

Extension des superficies agricoles équipées en techniques d'irrigation

L'extension des superficies agricoles équipées en techniques d'irrigation localisée bénéficie d'une attention particulière dans la wilaya de Ghardaïa, à travers la vulgarisation et la sensibilisation à l'économie d'eau, a affirmé hier à l'APS, le directeur des services agricoles (DSA), Mustapha Djekboub.

S'exprimant à l'occasion de la journée de vulgarisation agricole organisée au siège de l'Office des établissements de jeunes, en présence d'agriculteurs et des autorités locales, le DSA a indiqué que plusieurs mécanismes ont été adoptés pour inciter les agriculteurs à la modernisation de leurs réseaux d'irrigation, notamment par la distribution de kits de goutte-à-goutte ainsi que la vulgarisation et la promotion des techniques d'économie

d'eau d'irrigation. Selon un document bilan remis à cette occasion à l'APS, le secteur agricole à Ghardaïa enregistre une progression généralisée de la production, à la faveur de la dynamique insufflée par les différents programmes mis en œuvre par les pouvoirs publics pour la promotion de l'investissement dans le secteur.

Cette progression est la conséquence de l'extension de la superficie agricole utile (SAU) en irrigué sous-pivot, passant de 12 230 hectares en 2000 à 26 519 ha en 2008, pour atteindre en 2018 une superficie arable de 58 508 ha répartis à travers 17.072 exploitations et une population vivant de l'agriculture estimée à 31 000 âmes, soit 20% de la population active de la wilaya de Ghardaïa, indique le bilan des

services agricoles.

Considérée comme le moteur principal de développement de l'économie locale, l'agriculture a réalisé des avancées considérables dans la wilaya qui est devenue une référence en matière d'autosuffisance alimentaire et pour la qualité de ses produits agricoles. En dépit d'un climat sec et d'une rareté de la pluviométrie, la région a connu un engouement d'investisseurs agricoles encouragés par les facilitations d'acquisition de terre et la mobilisation des ressources hydriques souterraines lancées par les pouvoirs publics en réalisant à travers la wilaya 760 forages pour un débit de 28 492 litres/s, 6 270 puits pour un débit de 10 465 litres/s, 2 138 bassins de stockage d'une capacité globale de 215 000 m³, plus de 1 000 km

linéaires de réseau électrique et plus de 550 km de pistes agricoles, a détaillé le DSA de Ghardaïa.

De nouvelles perspectives s'ouvrent pour le secteur de l'Agriculture dans la wilaya de Ghardaïa avec l'achèvement en 2019 de la réalisation de 110 km de branchement des périmètres agricoles au réseau électrique et l'ouverture de 270 km de pistes agricoles, a ajouté le premier responsable du secteur.

Les services de l'agriculture de la wilaya de Ghardaïa ambitionnent d'augmenter à l'horizon 2019, la surface agricole utile (SAU) pour la faire passer de 58 508 à plus de 60 000 ha, orientés vers les cultures oasisiennes, particulièrement la phéniculture, les cultures maraichères stratégiques telles la

pomme de terre, les agrumes et l'oléiculture ainsi que les cultures céréalières.

L'intensification de la production fourragère (la luzerne et le maïs), aliment essentiel pour le cheptel bovin laitier estimé actuellement à 4 006 têtes, est prévu afin d'accompagner le développement de la filière lait dans la wilaya qui produit 25 800 000 litres/an, dont une grande partie dans la région de Guerrara surnommé « bassin laitier », ainsi que la production de viande rouge et blanche.

Ces efforts et investissements des pouvoirs publics dans le secteur de l'agriculture vise à créer les conditions propices pour relever les défis ar la concrétisation de l'autosuffisance alimentaire et la réalisation de la sécurité alimentaire.

R. E.

Selon le président du Conseil français du culte musulman

La communauté musulmane de France a son mot à dire

La communauté musulmane de France a aujourd'hui son mot à dire sur l'échiquier national parce qu'elle est devenue une réalité en France, a affirmé, hier, le président du Conseil français du culte musulman (CFCM), Ahmet Ogras.



« Nous avons notre mot à dire et nous pesons aujourd'hui sur l'échiquier national français, nous sommes une réalité », a-t-il expliqué dans un entretien à l'APS, soulignant que les musulmans de France sont impliqués dans la société « en leur qualité de Français avec leur particularité religieuse ». Ahmet Ogras, qui se dit fier de son origine turque et sa double culture, a ajouté que cette communauté, forte de 10 millions de personnes, est « sous-estimée », mais la nouvelle génération, « très impliquée » dans la société, fonctionne « avec des logiciels français », chose qui n'était pas évidente pour leurs parents ou leurs grands-parents qui ont beaucoup donné à la France. « Quand il y a une discrimination, du racisme,

de l'injustice, la nouvelle génération veut savoir et avoir des résultats. Elle ne veut plus faire la petite tête, elle veut avoir la tête haute et faire valoir sa dignité », a-t-il dit, rappelant que ses parents et grands-parents « avaient contribué à défendre la France (les deux Guerres mondiales). Ils ont construit les métros, les ponts, les TGV, etc ».

« Ce qui était important pour eux c'était de travailler pour faire grandir leurs enfants et les éduquer. Ils n'ont pas pensé à faire de la politique ou de lobbyisme, mais ils ont construit la France d'aujourd'hui et on se sert des infrastructures de base grâce à eux », a-t-il voulu le rappeler.

Le président du CfcM se vante également que les musulmans de France, riches par leur diversité, se trouvent aujourd'hui partout

dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de la recherche, de l'économie, du commerce, de la culture et du sports, a toutefois déploré leur « désorganisation ».

« Nous avons beaucoup de médecins, beaucoup de chefs d'entreprise qui ont réussi en France et qui rayonnent l'image de la France à l'étranger. Il y a beaucoup d'académiciens et d'intellectuels musulmans qui réussissent. Mais notre grand défaut est le fait que nous restons désorganisés », a-t-il expliqué, soutenant que ce maillon faible sert les intérêts de « lobbyistes » qui cultivent l'islamophobie en France.

Des lobbyistes cultivent l'islamophobie

Pour la relance de l'action maghrébine commune

Préparation de la réunion des pays du Maghreb

Le Secrétaire général du Conseil consultatif de l'Union du Maghreb arabe (UMA), Saïd Mokaddem, a affirmé, mardi à Alger, que les préparatifs d'une réunion devant regrouper des pays de l'UMA pour la « relance » de l'action maghrébine commune « vont bon train », notamment après la confirmation de la participation de l'Algérie, de la Mauritanie et du Maroc.

Dans son allocution à l'occasion de la célébration du 61^e anniversaire de la bataille d'Issine, M. Mokaddem a indiqué que des « actions sont menées au niveau des représentants des institutions parlementaires des pays de l'UMA en vue de relancer l'action

maghrébine commune », soulignant que la Mauritanie, le Maroc et l'Algérie avaient donné leur accord pour la tenue d'une réunion dans ce sens. « Nous avons obtenu auprès de l'ambassade de Libye à Alger, la liste nominative des représentants de la partie libyenne, ce qui permettra aux pays maghrébins de mieux s'organiser et construire l'union de cet édifice, choix stratégique dont la responsabilité incombe à tous ».

S'exprimant à l'occasion de ce 61^e anniversaire de la bataille d'Issine, le président du Conseil consultatif de l'UMA a estimé qu'il s'agissait d'une autre page de l'histoire maghrébine commune où les

peuples des pays de la région se sont unis, encore une fois, par le sang.

Pour sa part, le représentant de l'ambassade de Libye à Alger, Abdesselam Ahmed Reguieg a indiqué que « l'Algérie a de tout temps représenté la profondeur stratégique de la Libye ».

A cette occasion, il a salué les efforts consentis par l'Algérie pour résoudre la crise que traverse son pays et unir les frères belligérants à travers l'établissement d'un Etat libyen, ce qui dénote, a-t-il ajouté, « la profondeur des relations historiques qui ont toujours uni les deux parties ».

Cette conférence organisée au siège du Conseil

consultatif de l'UMA, a été marquée par des témoignages de moudjahidine algériens qui avaient participé à cette bataille, à l'instar de Abdellah Debbagh.

La région d'Issine située aux frontières algéro-libyennes ou s'est déroulée la bataille en 1957, avait vu la mobilisation de 140 éléments de l'armée de Libération nationale (ALN) ainsi que 50 touaregs libyens et algériens pour « mener des attaques contre les forces de l'armée française dont celle contre un convoi militaire français à Djanet, la bataille des Mehari et Tinalkouk sur les frontières algéro-libyennes ».

R. L.

« Nous sommes confrontés aux mêmes réflexes qui existaient auparavant contre la religion musulmane, simplement, ils sont mieux habillés, subtiles et bien travaillés », a-t-il souligné, relevant le rôle « négatif » de la presse française lorsqu'elle ne relaye que les « choses qui fâchent », les Français, notamment en ce qui concerne les Musulmans.

« Aujourd'hui, la presse française ne s'intéresse généralement qu'aux mauvaises choses, aux aspects négatifs. Il n'y a plus en France de presse intellectuelle, de débats. Pour elle, tout ce qui fâche est consommable par l'opinion et l'Islam devient un sujet qui ajoute à la crispation des Français », a-t-il expliqué, notant que la conjoncture mondiale actuelle et la montée du terrorisme « lui offre cette opportunité de montrer les aspects négatifs vis-à-vis de ma communauté musulmane ».

Il a notamment relevé que, dans le paysage médiatique, « il y a une presse spécialisée qui, par essence, est anti-musulmane, verse dans l'islamophobie intellectuelle, philosophique et qui est, pour moi, plus dangereuse dans la mesure où même, dans un pays de liberté d'expression, la parole n'est pas donnée aux musulmans français pour s'exprimer et se défendre ».

C'est dans ce sens qu'il a cité le rapport de l'Institut Montaigne sur l'Islam, élaboré par Hakim Karaoui, qui, selon lui, est un document « commandé » par des lobbyistes. « C'est un rapport qui s'inscrit dans la déconstruction de la réalité de l'Islam en France. C'est un travail de lobby négatif », a-t-il considéré.

Concernant la lutte contre l'islamophobie, le président de CfcM a rendu hommage à l'Observatoire national contre l'islamophobie, dirigé par Abdallah Zekri, qui active « sans moyens et ni ressources », affirmant que vu l'importance des enjeux, « c'est une structure qu'il faudra la renforcer ».

Il faut se donner les moyens

Au sujet du problème de la représentativité de la communauté musulmane de France, le président du CfcM a indiqué qu'il faut se donner les moyens « pour être à l'écoute de notre communauté et travailler dans le sens de plus de représentation, de rapport et de communication ».

Il faut rappeler que le CfcM s'occupe de la gestion du culte, mais il n'est pas représentatif des musulmans de France.

Comme les autres instances représentatives de communautés en France, il préconise la création d'une représentation des musulmans de France, « mais il faudra toujours éviter d'être instrumentalisé », a-t-il averti.

Pour lui, la création de cette structure revient aux grandes fédérations. « C'est à elles de s'ouvrir aux membres de la communauté et de créer cette instance. Elle ne peut se faire qu'avec la légitimité et l'expérience de ces fédérations, parce que d'abord elles sont sur le terrain », a-t-il expliqué.

Concernant le CfcM, Ahmet Ogras a défendu l'idée d'un travail à la base pour réussir toute réforme, invitant les musulmans de France à « s'impliquer et à participer au niveau local et d'adhérer aux mosquées ». Il a appelé, dans ce même contexte, les fédérations, membres fondatrices du CFCM, de « se réformer en interne ».

« Il faut qu'on prenne nos responsabilités, qu'on arrête de répondre à l'urgence dans la gestion, le financement et la formation. Il faut arrêter notre propre agenda », a-t-il affirmé, se disant « très favorable » à la participation de la femme, « clé du futur », dans la vie musulmane en France.

« La place de la femme chez nous est essentielle. Je suis contre les quotas. Il ne faut pas que la femme soit un outil visuel. Je suis pour la création du poste de vice-présidente au sein du CfcM qui sera pourvu que s'il y a une candidate, dans le cas contraire nous ne sommes pas obligés de mettre une femme à ce poste par décision », a-t-il soutenu.

Reda A.

Ouargla

Du bénévolat pour la préservation de l'environnement

Plusieurs associations spécialisées dans les questions de l'environnement se sont imposées ces dernières années dans la wilaya de Ouargla, à travers leurs actions de bénévolat visant la protection de l'environnement et l'ancrage de la culture environnementale chez le citoyen.



(Entraide verte), du quartier Mekhadma (Ouargla) lui emboîte le pas, en optant pour la réalisation d'une série d'opérations de préservation de l'environnement, dont le projet des «Quartiers verts» mené pour retrouver la beauté et l'hygiène des quartiers et cités de cette ville saharienne, a indiqué le secrétaire général de cette association.

Rabie Hocine a fait état, à ce titre, l'entreprise d'une série de campagnes de nettoyage à travers les grands quartiers de Mekhadma, Sokra, Bamendil, Bouamer et Tazegaret, en plus du nettoyage des cimetières, et le boisement des rues et du tracé du tramway de Ouargla.

Des initiatives locales pour la préservation de l'environnement

Moult initiatives sont entreprises ces dernières années à travers la wilaya de Ouargla pour la préservation de l'environnement avec l'implication de différentes couches sociales, en tant qu'élément essentiel dans le processus de développement, selon la direction de l'environnement.

Il s'agit de campagnes de nettoyage initiées en coordination avec différents acteurs, les associations, notamment l'encouragement des actions des jeunes en les dotant des moyens disponibles pour éliminer les décharges anarchiques et les déchets entassés à travers les rues et quartiers.

Menées périodiquement, ces actions ont permis l'éradication de 80% des points noirs altérant l'image de la ville et l'exploitation des déchets dans le cadre de la gestion intégrée des déchets.

Les initiatives ont influé positivement, aussi bien sur l'environnement, que sur le cadre de vie de la population, ont estimé les responsables de la direction de l'environnement.

R. O.

Ces associations oeuvrent à travers leurs programmes à développer la prise de conscience du citoyen sur la préservation d'un environnement sain à l'abri des facteurs de prolifération de maladies.

L'association Les Amis de l'environnement, créée en 2015 par des bénévoles du quartier Saïd Otba (périphérie de Ouargla), s'implique aux divers efforts et actions de nettoyage et d'hygiène et d'éveil de la conscience citoyenne pour s'associer aux initiatives, visant un environnement salubre et sain, a expliqué Mohamed Bentadj, membre de l'association.

De nombreuses personnes, notamment des jeunes, ont fait preuve d'un esprit d'initiatives et d'entraide, à travers l'action béné-

vole consacrant les valeurs d'une société homogène et cimentée, a-t-il souligné.

«L'action de l'association ne consiste pas à nettoyer le milieu urbain, mais s'étend à d'autres actions telles que le boisement tout au long de l'année, s'étant traduit par la mise en terre près de 700 arbrisseaux de différentes essences, dont des arbres d'alignement, près des mosquées, des établissements scolaires, des cimetières et dans des lieux publics.

Selon M. Bentadj, c'est les écoles primaires où les petits élèves constituent le terrain propice pour cultiver cette conscience environnementale, que l'action de sensibilisation prend son sens, en les associant aux campagnes de nettoyage des établissements,

de boisement et de décorations, de protection de l'environnement et des espaces verts.

La création de clubs verts au niveau des établissements scolaires font partie des mécanismes idoines pour l'ancrage de la culture environnementale auprès des jeunes générations, du civisme et de la citoyenneté, ainsi que de la lutte contre les comportements néfastes susceptibles de nuire au milieu et d'engendrer des conséquences ravageuses sur la santé publique, a-t-il ajouté.

L'initiative a, d'ores et déjà, donné lieu à la naissance d'un club vert au niveau de l'école primaire Hadj Aïssa Mesrouk de la commune de Rouissat, en attendant sa généralisation au niveau d'autres établissements scolaires.

Ces clubs verts assument,

entre autres missions, la création de pépinières et de jardins dans les enceintes des écoles, l'organisation de rencontres aux objectifs de sensibilisation sur les problèmes environnementaux, la réalisation d'exposés sur le thème de l'environnement et d'activités de protection de l'environnement, ainsi que d'une bibliothèque et d'une publication dédiées aux sujets inhérents à l'environnement.

Composée de 15 membres, cette association entend mettre en place prochainement des antennes à travers les autres communes de la wilaya pour toucher le plus grand nombre de citoyens, les élèves notamment, et d'ancrer un civisme environnemental pour la formation d'un bon citoyen, soutient M. Bentadj.

L'association Takafoul Akhdar

Constantine

Hausse du nombre d'inscrits dans les classes d'alphabétisation

Le nombre de nouveaux inscrits, aux cours d'alphabétisation a connu une hausse au titre de la saison scolaire 2018-2019, dans la wilaya de Constantine, passant de 5 000 apprenants recensés l'année dernière à 5 800 enregistrés actuellement, a indiqué le directeur local de l'Office national d'alphabétisation et d'enseignement pour adultes (Onaea), Hocine Hemadi.

Ce nombre «important» de nouvelles inscriptions est le fruit des campagnes de sensibilisation à la lutte contre l'illettrisme menées par une caravane qui a sillonné différentes régions de la wilaya, y compris les zones rurales défavorisées, a précisé à l'APS, ce responsable en marge de l'ouverture de la nouvelle rentrée.

Ces campagnes dédiées à la

lutte contre l'analphabétisme ont été encadrées et animées par des enseignants de l'Onaea en étroite collaboration avec les représentants de la société civile et les mosquées, a souligné le responsable.

Avec l'inscription de ces nouveaux apprenants, le nombre global des scolarisés de ce secteur a été porté à 15 800 personnes ayant rejoint les bancs des classes à travers les 12 communes de la wilaya, a fait savoir la même source.

Pas moins de 230 enseignants sur l'effectif global sont contractuels, 83 autres ont été recrutés par le biais de l'agence nationale de l'emploi (Anem), tandis que 48 autres sont des enseignants bénévoles, a détaillé M. Hemadi, faisant remarquer que l'ensemble de ces

enseignants a bénéficié, avant leur prise de fonction, d'une formation spécialisée axée sur la psychologie et la pédagogie de l'enseignement pour adultes.

Au total, 300 classes ont été réservées à cette catégorie de la société dont 81 relèvent des mosquées, 76 appartiennent aux écoles primaires, alors que le reste est réparti sur les établissements pénitentiaires et le secteur de l'action sociale et de la solidarité ainsi que les Maisons de jeunes, a révélé la même source.

Dans la wilaya de Constantine, le nombre des personnes libérées de l'analphabétisme durant la saison scolaire 2017-2018, a dépassé 1 500 personnes dont une majorité sont des femmes, a-t-on signalé à l'Onaea.

K. T.

La surface consacrée à la céréaliculture a presque doublé

La surface dédiée à la céréaliculture a presque doublé cette année, comparativement à la saison écoulée, a-t-on appris mardi des responsables de la wilaya.

Une superficie de 4 478 ha a été ensemencée cette saison en blés dur et tendre, contre une surface de 2 446 ha emblavée la saison dernière, ont expliqué les mêmes services.

Bien que la surface céréalière ait gagné du terrain, cette extension demeure insuffisante au regard des terres récupérées des agriculteurs «inactifs» ayant bénéficié de terres dans le cadre de la concession agricole, a expliqué le wali de Ouargla, Abdelkader Djellaoui, en marge du lancement de la campagne labours-semences 2018/2019 au niveau de la ferme pilote Souissi Meftah, dans la localité d'Afrane, commune de N'goussa.

Pour le chef de l'exécutif de la wilaya, «il est temps d'assainir le foncier agricole et d'affecter les 125 582 ha récupérés (574 titres de concession) à des promoteurs sérieux désirant exploiter ces terres».

M. Djellaoui a appelé les responsables du secteur de l'agriculture à transmettre la liste des agriculteurs blacklistés au ministère de tutelle en vue de les écarter de futures attributions, sous quelques prétextes, dans différentes régions du pays, et de préserver les efforts de l'administration.

Il les a également invité à élaborer une carte agricole de la wilaya, cadastrant les biens publics et privés, les terres concédées, non attribuées et récupérées dans le cadre de l'assainissement du foncier agricole, en prévision de leur redistribution à d'autres investisseurs agricoles.



El-Menea-Ouargla

La nouvelle route sera prête avant de la fin de l'année

La nouvelle route reliant les villes d'El-Menea (Ghardaia) et Ouargla sera prête avant de la fin de l'année en cours, a assuré mardi le directeur des travaux publics (DTP) de la wilaya de Ghardaia, Ali Teggat.

Le tronçon de cette route situé sur le territoire de la wilaya d'Ouargla (142 km) a été achevé, reste le parachèvement de celui situé sur le territoire de la wilaya de Ghardaia (125 km), a précisé le DTP.

S'agissant du tronçon de la wilaya de Ghardaia, l'état d'avancement de ses travaux est estimé à 90%, augurant de l'achèvement de cette infrastructure avant la fin de l'année, a-t-il souligné.

L'achèvement de ce projet, qui est le prolongement de la RN-51, est d'une importance vitale pour les deux villes concernées (Ouargla et El-Menea) eu égard à ses répercussions positives sur le développement économique et social de la région, a expliqué M.Teggat.

Il permettra notamment d'intensifier les échanges commerciaux entre les deux régions et de multiplier les projets d'investissement dans la wilaya déléguée d'El-Menea appelée à connaître un développement certain grâce à la réalisation de plusieurs importants projets, notamment dans les domaines agricole, touristique et industriel.

Techniquement, le tronçon situé dans la wilaya de Ghardaia a été lancé en plusieurs tranches pour un montant de plus de deux (2) milliards DA, avec des difficultés de la topographie du terrain et l'absence d'outils de réalisation performant, selon le DTP.

L'intérêt croissant porté par les pouvoirs



publics à cette nouvelle infrastructure, qui s'inscrit dans le cadre du schéma directeur de l'aménagement du territoire, vise, outre le désenclavement des localités et périmètres agricoles situés sur le tracé de la route, de répondre à la problématique de la mobilité et une meilleure fluidité de la circulation routière entre le Sud-est et l'extrême sud du pays.

La réalisation de cette route offrira, en plus de la réduction de presque moitié des distances entre Ouargla et El-Menea (actuellement d'environ 450 km), des perspectives de développement de plusieurs carrières d'agrégats, ainsi que la création de périmètres agricoles.

Le projet offrira aussi, sur le plan touristique, la possibilité de valoriser la source thermique de Berkane, relativement très fréquen-

tée, du fait de ses bienfaits curatifs et de détente, en plus de désenclaver le village de Hassi-Ghanem dépendant administrativement de la wilaya déléguée d'El-Menea.

Une action de modernisation de la signalisation verticale (balise virage, bornes kilométriques, panneaux de signalisation toutes catégories) ainsi qu'horizontale sera également entreprise, a indiqué M.Teggat.

Le réseau routier de la wilaya de Ghardaia est constitué de 1.037 km de routes nationales (sans tenir compte des 50 km de la route d'évitement de la vallée du M'zab non encore classée) dont une cinquantaine de kilomètres en voies dédoublées, de 292 km de chemins de wilaya et de 463 km de routes communales, dont 258 km revêtues.

T. K.

Mascara Plus de 12.000 bénéficiaires des programmes d'action sociale

■ Pas moins de 12201 personnes de la wilaya de Mascara ont bénéficié, cette année, des programmes d'action sociale financés par l'Agence de développement social (ADS), a-t-on appris mardi du directeur de l'action sociale.

Noureddine Rahmani a indiqué que l'ADS a financé plusieurs programmes sociaux dans la wilaya cette année pour une valeur de 255,5 millions DA au profit de 12201 bénéficiaires.

Il a ajouté que la wilaya a bénéficié, cette année, de 1607 indemnités forfaitaires de solidarité (IFS) qui s'ajoutent aux 5269 indemnités dont elle a bénéficié dans les dernières années pour une enveloppe financière globale de 22 millions DA. Cette indemnité est versée aux personnes âgées et celles atteintes de maladies chroniques.

L'ADS a mobilisé 600 postes cette année dans la wilaya de Mascara au titre du programme d'insertion des diplômés doté d'une enveloppe de 72,4 millions DA outre 143,6 millions DA pour la prise en charge de 1864 postes au titre du programme d'insertion sociale.

Par ailleurs, le même responsable a signalé que la wilaya a bénéficié cette année de 61 projets du programme de travaux d'utilité publique à haute intensité en main d'œuvre (TUP HIMO) pour une enveloppe de 7,44 millions DA. En outre, 2800 personnes ont profité du programme de développement social (10 millions DA).

Le nombre de bénéficiaires des programmes d'action sociale de 2011 à 2018 a atteint, dans la wilaya de Mascara, 79.000, pour un montant de 5,282 milliards DA.

R. T.

Saison estivale à Oran Affluence de 18 millions d'estivants sur les plages

■ Plus de 18,665 millions d'estivants ont afflué sur les plages de la wilaya d'Oran durant la saison estivale 2018, a-t-on appris mardi auprès des services de la protection civile.

Selon un communiqué de ces services dont une copie a été remise à l'APS, cette affluence a été enregistrée au niveau de 33 plages où la baignade est autorisée s'étendant de Mers El Hadjdj à l'est à Ain El Kerma à l'ouest depuis le début de la saison estivale du 1er juin à 30 septembre dernier.

La direction de la protection civile a recensé plus de 7190 interventions menées par ses agents au niveau de ces plages pour sauver et secourir des estivants de la noyade. Les interventions des agents de la protection civile ont, ainsi, permis de sauver 3292 personnes d'une mort certaine et transporté 352 d'entre elles vers les centres de santé et hôpitaux proches des plages pour recevoir les soins. Par ailleurs, les agents de la protection civile ont prodigué les premiers soins au niveau des plages à plus de 3500 estivants.

D'autre part, 7 décès dont 4 dans des plages rocheuses interdites à la baignade ont été déplorés. Les plages de la wilaya d'Oran avaient enregistré, à la saison estivale 2017, une affluence de plus de 18,224 millions d'estivants.

R. O.

Gaz naturel à Médéa

Ouverture d'une subdivision technique du gaz à Tablat

La société de distribution d'électricité et du gaz (SDC) de la wilaya de Médéa a procédé à l'ouverture d'une subdivision technique du gaz au niveau de la daïra de Tablat, nord-est de Médéa, en prévision de l'approvisionnement de plusieurs localités de cette partie de la wilaya en gaz naturel, a-t-on appris mardi auprès de cette structure.

Encadrés par une dizaine d'administrateurs, techniciens et agents d'exploitation, cette subdivision aura pour mission d'assurer des prestations de proximité et de qualité aux futurs abonnés au réseau local de distribution

de gaz naturel, de prendre en charge les problèmes techniques susceptibles de survenir sur le dit réseau et traiter localement les requêtes et les doléances des nouveaux abonnés, a-t-on indiqué de même source.

L'ouverture de cette structure technique intervient, a-t-on signalé, dans la perspective de la mise en services de nouveaux réseaux de distribution à travers de nombreuses localités du nord-est de la wilaya, qui seront alimentées à partir du gazoduc de Ben-Slimane, actuellement en cours de réalisation, a-t-on expliqué. Les localités programmées pour être raccordées

en gaz naturel sont, El-Azzizia, avec 1036 foyers, Tablat (1180 foyers), El-Aissaouia (156 foyers), El-Haoudine (100 foyers) et Mezghena, ou il est prévu de raccorder 420 foyers, a-t-on ajouté, précisant 919 foyers de la commune de Mihoub sont déjà raccordée au gaz naturel, à partir du réseau de distribution de la wilaya de Bouira.

Au total, 3817 foyers, ventilés à travers six communes, seront directement gérés par cette subdivision, une fois, raccordés au réseau local de distribution de gaz naturel, a fait savoir la même source.

El Tarf

Formation de stagiaires en plongée professionnelle

Pas moins de 29 stagiaires bénéficient, à partir du début du mois d'octobre 2018, d'une formation en plongée professionnelle au niveau du centre national de plongée professionnelle relevant de l'école de formation technique de pêche et d'aquaculture (EFTPA) d'El Kala (El Tarf), a indiqué, mardi, le directeur de cet établissement.

S'étalant sur une période allant de 20 jours à 1 mois, cette formation cible 11 agents de la sûreté nationale, 14 plongeurs professionnels de niveau 3 ainsi que des plongeurs aquacoles de niveau 2 et des concessionnaires de la wilaya de Chlef, a précisé Nadir Touati.

Prévue au niveau de l'école, cette forma-

tion comprend, outre des cours théoriques ayant trait la plongée jusqu'à 50 mètres de profondeur, un stage pratique permettant aux plongeurs de consolider et de mettre en pratique leurs connaissances dans ce domaine, a-t-on ajouté de même source.

Cette formation s'inscrit dans le cadre de la convention, signée durant l'exercice 2017, entre l'EFTPA et le secteur de la formation professionnelle et l'apprentissage, a affirmé, dans ce contexte, le même responsable précisant qu'une cinquantaine de stagiaires, inscrits au titre de la nouvelle année pédagogique, profiteront d'une formation au sein de l'école d'El Kala avec pour objectif de les doter du savoir-faire et des connaissances néces-

saires en plongée sous-marine, niveau 1.

S'agissant de l'année pédagogique 2018/2019, la même source a fait état de l'inscription prévisionnelle de 200 stagiaires, dont 100 en formation résidentiel, soutenant que sur ces 100 stagiaires il y aura 20 apprentis marins, 30 techniciens aquacoles, 30 agents aquacoles et 20 capacitaires à la pêche. Selon le directeur de l'EFTPA d'El Kala, 390 diplômés, toutes spécialités confondues, sont sortis cette année de cet établissement qui, a-t-il rappelé, est doté de l'ensemble des moyens didactiques pour une formation adaptée, répondant aux besoins exprimés par le marché de l'emploi.

R. F.

CONFLITS ►►

Sanctions contre l'Iran

Washington rappelé à l'ordre par la justice internationale

La Cour internationale de justice (CIJ) a ordonné hier aux Etats-Unis de mettre fin aux sanctions contre l'Iran visant des biens «à des fins humanitaires», un revers pour Washington qui a toutefois récusé la compétence de la Cour dans cette affaire.



La CIJ se prononçait sur la demande de Téhéran de suspendre les sanctions américaines réimposées par Donald Trump après sa dénonciation de l'accord sur le nucléaire iranien, la République islamique dénonçant de graves conséquences sur son économie.

Les juges de la Cour basée à La Haye, plus haute instance judiciaire des Nations unies, ont décidé à l'unanimité que les sanctions imposées visant certains biens constituaient une violation d'un traité d'amitié conclu en 1955 entre l'Iran et les Etats-Unis.

«La Cour indique, à l'unanimité, que les Etats-Unis doivent, par les

moyens de leurs choix, supprimer toute entrave que les mesures annoncées le 8 mai 2018 mettent à la libre exportation vers l'Iran de médicaments et de matériel médical, de denrées alimentaires et de produits agricoles», et de biens nécessaires à la sécurité de l'aviation civile, a déclaré le juge président Abdulqawi Ahmed Yusuf.

Les décisions de la CIJ sont contraignantes et ne peuvent pas faire l'objet d'une procédure en appel. Mais la Cour n'a aucun moyen de les faire appliquer.

Téhéran et Washington ont tous deux déjà ignoré l'avis de la Cour dans le passé, et les Etats-Unis ont fermement récusé sa compétence

dans cette affaire.

La décision de la CIJ intervient dans un contexte de tensions grandissantes entre l'Iran et les Etats-Unis, le président américain Donald Trump promettant une nouvelle fois la semaine passée devant l'Assemblée générale de l'ONU de nouvelles mesures punitives «plus dures que jamais, pour contrer l'ensemble du comportement malveillant de l'Iran», accusé de déstabiliser le Moyen-Orient.

Economie iranienne «étranglée»

Accusant les Etats-Unis d'«étrangler» son économie, l'Iran a

entamé une bataille judiciaire devant la CIJ après la réimposition par Donald Trump de sanctions unilatérales sévères contre Téhéran, suspendues depuis l'accord international sur le nucléaire iranien conclu en 2015.

Le président américain a retiré en mai son pays de cet accord signé par l'Iran et les grandes puissances, dans lequel la République islamique s'engage à ne pas chercher à se doter de l'arme atomique.

Les sanctions comprennent des blocages sur les transactions financières et les importations de matières premières, ainsi que des mesures pénalisantes sur les achats dans le secteur automobile et l'aviation commerciale.

Washington estime que leur rétablissement est nécessaire afin de protéger la sécurité internationale. Selon Donald Trump, les mesures visent à «intensifier la pression» sur le régime iranien afin qu'il «change de comportement», notamment en ce qui concerne son programme balistique.

D'après Téhéran, la politique de Washington a des «conséquences dramatiques» sur l'économie iranienne et «viole de nombreuses dispositions» du traité américano-iranien de 1955, qui encourage les échanges commerciaux.

De son côté, Washington avance que Téhéran ne s'est pas montré «de bonne foi» en invoquant le traité dans cette procédure.

AFP

Selon Téhéran Les tirs iraniens ont fait une quarantaine de morts

Les tirs de missiles auxquels l'armée iranienne a procédé lundi en Syrie ont coûté la vie à une quarantaine de «hauts dirigeants» de l'Etat islamique, annoncent mardi les gardiens de la Révolution. Six missiles ont été tirés dans les régions d'Abou Kamal et d'Hadjin, dans l'est de la Syrie, en représailles à l'attentat qui a fait 25 morts, dont 12 gardiens, le 22 septembre à Ahvaz, lors d'un défilé militaire. «Selon les informations que nous avons reçues, une quarantaine de hauts dirigeants de Daesh ont été tués dans cette attaque», a déclaré le général Amirali Hajizadeh, chef de la division aérospatiale des gardiens, ajoutant que l'opération avait été menée sur la base de renseignements fournis par la force Al Qods, chargée des opérations extérieures. L'attentat du 22 septembre a été revendiqué à la fois par l'Etat islamique et la Résistance nationale Ahvaz, un mouvement séparatiste arabe.

Reuters

Yémen

Les Houthis libèrent deux fils de l'ex-président Saleh

Le mouvement Ansar Allah dit Houthis au Yémen a annoncé hier la libération de deux fils de l'ancien président Ali Abdallah Saleh qui étaient détenus depuis l'assassinat de leur père, en décembre dernier.

Salah et Madyan ont été relâchés à la suite d'une mesure de grâce de Mehdi Machat, «chef du Conseil politique suprême» des Houthis, a rapporté l'agence Saba des Houthis, lesquels contrôlent la capitale Sanaa et une bonne partie du nord et de l'ouest du Yémen. Cette agence n'a pas précisé la raison qui a motivé cette mesure. Des sources politiques ont toutefois indiqué que les libérations sont le résultat d'une médiation du sultanat d'Oman, qui garde des liens avec tous les protagonistes du conflit yéménite. Les deux fils de l'ancien président ont été libérés contre la promesse de ne pas mener d'activités politiques, ont ajouté ces mêmes sources. Ils ont été emmenés à l'aéroport de Sanaa et devraient quitter le pays à destination d'Amman à bord d'un avion affrété par les Nations unies, selon une source aéroportuaire. Le fils aîné de l'ancien président, Ahmed, vit, lui, à Abou Dhabi, où il avait occupé avant la guerre le poste d'ambassadeur du Yémen aux Emirats arabes unis. Les Houthis continuent, par ailleurs, de détenir des proches d'Ali Abdallah Saleh, dont un de ses neveux. Le conflit a fait quelque 10 000 morts, en majorité des civils, et plus de 56 000 blessés, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), mais le bilan réel des victimes est certainement très supérieur, selon des responsables humanitaires.

Riad D.

Syrie

Moscou annonce l'achèvement des livraisons de missiles S-300

La Russie a achevé ses livraisons de missiles sol-air S-300 en Syrie, a annoncé le ministre de la Défense, Sergueï Choïgou, au président Vladimir Poutine, lors d'un entretien retransmis par la chaîne Rossiya 24.

«Les travaux ont été achevés il y a un jour», a déclaré le ministre. La livraison de ces dispositifs de défense antiaérienne, en dépit des objections israéliennes et américaines, a été annoncée après la destruction d'un avion de reconnaissance russe près de Lattaquié, en Syrie.

L'Iliouchine 20, à bord duquel se trouvait 15

soldats russes, a été touché par un tir de la défense syrienne, mais Moscou en a imputé la responsabilité à l'aviation israélienne, qui intervenait au même moment dans le secteur.

Le gouvernement israélien redoute que les S-300 ne limitent les capacités de son aviation à s'opposer aux transferts d'armements iraniens en faveur du Hezbollah libanais. «Notre stratégie concernant l'Iran n'a pas changé. Nous ne permettrons pas à l'Iran d'ouvrir un troisième front contre nous. Nous prendrons les mesures qui s'imposent», a averti mardi, le ministre de

l'Education, Naftali Bennett, qui siège au cabinet restreint du Premier ministre, Benjamin Netanyahu. A Washington, la porte-parole du département d'Etat a dit ne pas pouvoir confirmer les informations selon lesquelles les missiles S-3000 avaient été livrés.

«J'espère que ce n'est pas le cas», a ajouté Heather Nauert lors d'un point de presse. «Cela accentuerait grandement les inquiétudes et les problèmes en Syrie, mais je ne peux pas confirmer (les livraisons des missiles)».

Reuters

Afghanistan

La Manua s'inquiète des violences liées à la campagne électorale

La Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (Manua) a exprimé sa préoccupation devant les violences auxquelles on assiste dans le pays depuis le début de la campagne en vue des élections législatives du 20 octobre, ont rapporté mercredi des médias. Dans un communiqué publié à Kaboul, la mission condamne, notamment l'attentat-suicide commis mardi dans la province de Nangarhar, où au moins 14 civils qui participaient

à une réunion électorale ont été tués et 42 ont été blessés.

Depuis le début de la campagne officielle le 28 septembre, plusieurs attentats ont été commis, dans lesquels un candidat et trois gardes du corps d'un autre candidat ont été tués, déplore la Manua, qui «exhorte tous les acteurs à s'abstenir de tout acte de violence et d'intimidation contre les candidats ou les électeurs».

«Je suis scandalisé par les attentats dans lesquels sont déli-

bérément visés des civils cherchant à exercer leur droit fondamental de participer à des élections», déclare le représentant spécial en Afghanistan du secrétaire général, Tadamichi Yamamoto, dans le même communiqué. «Ces violences, y compris l'attentat répréhensible d'aujourd'hui à Nangarhar, constituent une atteinte aux droits constitutionnels du peuple d'Afghanistan».

Plus tôt cette année, la Manua

a publié un rapport dans lequel elle documentait déjà une multiplication inquiétante d'attentats dans des lieux liés aux élections, depuis le début des opérations de mise à jour des listes électorales au printemps dernier. L'attentat le plus sanglant de cette période a été commis le 22 avril par un terroriste kamikaze qui a visé une foule rassemblée devant un centre de distribution de cartes d'identité à Kaboul, faisant 198 victimes.

APS



Soudan du Sud

En "paix", mais la faim et les combats persistent

Les dirigeants sud-soudanais ont beau avoir signé un accord de paix mi-septembre, la faim et l'insécurité demeurent le quotidien d'une immense partie de la population, loin de Juba où les belligérants préparent un nouveau partage du pouvoir.

"On a entendu dire qu'ils avaient signé la paix mais ici, on n'en voit pas les résultats", explique à l'AFP Mary Nyang, une habitante de 36 ans de Kandak, un village de l'est du pays où la faim est le lot quotidien et les combats entre armée et rebelles de très récents souvenirs.

La guerre civile a éclaté en décembre 2013 lorsque le président Salva Kiir a accusé son ex-vice président, Riek Machar, d'avoir fomenté un coup d'État. Le conflit a progressivement gagné l'ensemble du pays et a été marqué par des atrocités à grande échelle comme le massacre de populations civiles, le recours au viol comme arme de guerre et des pillages systématiques.

Mary fait partie des quelque 4,2 millions de personnes qui ont dû fuir leur foyer, soit près d'un tiers de la population du pays.

Une récente étude statistique menée par une université londonienne a établi qu'au moins 382.000 Sud-Soudanais avaient perdu la vie à cause de la guerre et de ses conséquences néfastes, telles que les maladies et la difficulté d'accès aux soins des populations.

En 2017, deux régions contrôlées par l'opposition ont été déclarées en famine et les dernières projections sur la sécurité ali-



mentaire, publiées vendredi, indiquent que 6,1 millions d'habitants vont nécessiter une aide alimentaire dans les prochains mois.

"La guerre est le principal facteur de cette situation désespérée", confirme Pierre Vauthier, de l'agence des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Kandak est situé dans une zone contrôlée par l'opposition et à ce titre, la localité est délibérément négligée par le régime: on n'y trouve aucun service public, école ou centre de santé.

Les récoltes et l'approvisionnement des marchés y ont été largement perturbés par la guerre et la population dépend lourdement des agences humanitaires pour la distribution vitale de nourriture.

L'absence de routes, l'insécurité et le fait que les travailleurs humanitaires ont été régulièrement pris pour cible - 107 ont été tués depuis le début de la guerre - contraignent les ONG et l'ONU à distribuer la nourriture par les airs.

"Nous sommes dans l'incapacité d'acheminer les approvisionnements par route ou par les cours d'eau", constate Tomson Phiri, du Programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM).

"Trop c'est trop"

Dès lors, les habitants de cette région en sont réduits à survivre, péniblement.

"La nourriture, c'est ça le problème. Il y en a très peu", témoigne John Jal Lam, 28 ans et père de huit enfants, alors qu'il vient de collecter la ration de sorgho pour sa famille.

De l'autre côté du pays, à Kerwa, près de la frontière avec l'Ouganda où plus d'un million de Sud-Soudanais sont partis se réfugier, la situation est encore pire, avec la persistance de combats malgré l'accord de paix du 12 septembre.

"Le gouvernement ne respecte pas la paix", affirme le général de brigade Moses Lokujo, un des commandants de la rébellion de Riek Machar (SPLA-IO).

Chaque camp accuse régulièrement l'autre d'être l'agresseur et dans tous les cas, la réponse est militaire.

"Nous nous battons toujours pour la liberté et la démocratie dans notre pays, (et nous le ferons) jusqu'à ce que nous atteignons cet objectif", poursuit le commandant rebelle.

Dans cette région de Central Equatoria, les derniers combats sont directement liés à l'accord de paix, l'armée gouvernementale et les rebelles s'affrontant pour le contrôle de la zone, qui déterminera notamment qui super-

visera le cantonnement des soldats prévu par l'accord de paix.

La poursuite des hostilités signifie que les habitants de Kerwa, contrairement à ceux de Kandak, sont privés de toute distribution de nourriture.

"Nous sommes à bout", explique Jocelyn Kako, interrogée par l'AFP dans un camp de déplacés géré par les rebelles, à Korijo.

Tandis que les plus pauvres continuent de souffrir et d'avoir faim, les dirigeants du Soudan du Sud préparent la mise en place, d'ici à la mi-décembre, d'un nouveau gouvernement d'union nationale, dans lequel Riek Machar doit retrouver un poste de vice-président, au côté du président Kiir.

Au sein de la population, le nouvel accord de paix a été accueilli avec lassitude et méfiance, au regard notamment de l'échec du précédent, qui avait volé en éclats en juillet 2016 lors de violents combats à Juba.

Pour les civils pris au piège de cette guerre de près de cinq ans, le message aux dirigeants est simple: "Je veux leur dire que trop c'est trop", explique Mary Nyang. "A présent, vivons en paix".

Agence

Large de la Guinée-Bissau Naufrage d'une pirogue de migrants

■ Une pirogue transportant des migrants a chaviré en pleine mer lundi au nord-ouest des côtes bissau-guinéennes, a indiqué mardi soir un responsable des ports de Guinée-Bissau, disant craindre que 60 personnes se soient trouvées à bord de l'embarcation.

"J'ai été informé du naufrage lundi dans la soirée par une équipe de l'agence de surveillance de nos côtes (Fiscap) qu'une pirogue surchargée, transportant des migrants clandestins, avait chaviré au large de nos côtes, plus précisément à hauteur de l'île de Pecisse", a expliqué ce responsable, le commandant Siga Batista, cité par l'AFP.

"Nous ne savons pas combien de personnes étaient à bord au moment du naufrage, ni quelle est leur identité ou même leur nationalité. Mais selon les informations qui me sont parvenues, il y avait plus de soixante personnes à bord de la pirogue", a ajouté le commandant Batista, en indiquant qu'aucun survivant n'avait jusqu'ici été retrouvé.

Les radios locales ont été mises à contribution pour demander aux pêcheurs d'entrer en contact avec les autorités en cas de découverte de corps ou de survivants.

"Faute de moyens financiers, nous avons des difficultés pour organiser des secours en cas de naufrage dans nos eaux", a regretté M. Batista.

La Guinée-Bissau, pays pauvre d'Afrique de l'Ouest, a 200 km de côtes et ne dispose pas de navire pour les patrouilles en haute mer. L'agence de surveillance côtière possède deux vedettes rapides, mais celles-ci sont souvent clouées au port faute de carburant, a indiqué un officier de la marine nationale cité par la même agence sous couvert d'anonymat.

L'économie de cette ancienne colonie portugaise reste exsangue. Le 44e anniversaire de son indépendance, le 24 septembre, a été célébré sans festivités, toutes les ressources financières disponibles étant absorbées par l'organisation des élections législatives du 18 novembre qui doivent mettre un terme à une crise politique de trois ans, selon le ministre des Anciens combattants, Aristide Ocante Da Silva.

R. A.

Ethiopie

Au moins 44 tués dans des affrontements interethniques

Au moins 44 personnes ont été tuées au cours du weekend dans l'ouest de l'Éthiopie dans des violences entre communautés, a rapporté mardi un média proche du pouvoir.

Ces affrontements ont eu lieu à la frontière entre les régions Oromia et Benishangul-Gumuz, a indiqué Walta Media and Communication Corporate (WMCC).

Selon le responsable de la Communication du Benishangul-Gumuz cité par WMCC, les violences ont éclaté après la mort de quatre dirigeants de la

région, tués par des hommes armés non identifiés en Oromia où ils venaient discuter de la situation sécuritaire.

Elles ont opposé des groupes de jeunes armés de pierres ou de couteaux, et appartenant principalement aux ethnies gumuz et oromo, selon un témoin joint par l'AFP. Les forces de sécurité fédérales ont dû intervenir, a précisé le responsable cité par WMCC. Selon le Bureau des affaires humanitaires de l'ONU (Ocha), 70.000 personnes ont fui leur domicile en raison de ces violences, qui ont commencé le 26 septembre par la mort des quatre respon-

sables. La zone concernée est depuis plusieurs années contestée par les deux régions. Le Benishangul Gumuz est situé dans l'ouest de l'Éthiopie et borde le Soudan. L'Oromia va de l'ouest au sud en passant par le centre du pays.

Des violences intercommunautaires aux enjeux le plus souvent territoriaux ont émaillé les premiers mois du mandat du nouveau Premier ministre réformateur Abiy Ahmed, qui a pris ses fonctions en avril. Ces violences ont provoqué le déplacement d'un million de personnes.

AFP

Bénin

L'OMS et l'Unicef réaffirment leur engagement à soutenir le programme élargi de vaccination

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (Unicef), ont réaffirmé mardi à Cotonou, leurs engagements à soutenir le Bénin dans son programme élargi de vaccination en vue de vacciner systématiquement tous les enfants du pays.

"Je peux vous assurer de l'entière disponibilité de nos deux agences, l'OMS et

l'Unicef, à apporter nos soutiens au développement du programme élargi de vaccination au Bénin" pour que tous les enfants et femmes ciblés par la vaccination systématique puissent en bénéficier, a indiqué Jean Pierre Baptiste, représentant résident de l'OMS au Bénin, à l'occasion d'une table ronde de haut niveau portant sur la définition des stratégies pour une mobilisation de ressources en faveur de la vaccination.

Selon l'enquête démographique de santé 2017, a rappelé le ministre béninois de la Santé, Benjamin Hounkpatin, 57% des enfants ciblés étaient vaccinés alors que les départements du plateau au sud-est du Bénin et de l'Alibori au nord-est du pays dits de zones de grandes préoccupations affichaient respectivement des taux de 25% et de 36% pour les mêmes indicateurs.

Reda A.

Québec

François Legault, un ex-homme d'affaires pragmatique aux commandes

Ancien ministre indépendantiste rallié à un nationalisme modéré, l'ex-homme d'affaires, François Legault, futur Premier ministre du Québec, a réussi son pari d'imposer une "troisième voie" politique malgré des positions jugées populistes sur l'immigration.

« **A**ujourd'hui, on a marqué l'histoire », a triomphé M. Legault, 61 ans, après la nette victoire du parti qu'il a fondé en 2011, la Coalition Avenir Québec (CAQ), aux élections législatives québécoises lundi. Ni indépendantiste, ni fédéraliste, l'ancien homme d'affaires multimillionnaire, fondateur de la compagnie aérienne Air Transat, a fait campagne sur le thème du « changement » et se veut l'incarnation d'une « troisième voie ».

Pragmatique plus qu'idéologue, cet ancien comptable revendique une approche « business » de la politique et des valeurs nationalistes : moins d'Etat, une meilleure gestion des finances publiques et une plus grande autonomie du Québec.

Il prône également une plus grande fermeté sur l'immigration, qui menace selon lui la langue française au Québec. Il propose de réduire de plus de 20% le nombre d'immigrants et réfugiés accueillis chaque année, et de faire passer des tests de « valeurs québécoises » et de français aux immigrants, après trois ans de séjour dans la province.



S'ils échouent, M. Legault menace de les expulser... avant de reconnaître qu'il n'en aura pas le pouvoir au niveau provincial.

Ces propositions lui valent les critiques de ses rivaux et de ses détracteurs, qui l'accusent d'une dérive populiste parfois comparée à celle de l'extrême droite en Europe.

Mardi, son élection a d'ailleurs été saluée par la cheffe de l'extrême droite française Marine Le Pen. « Contrairement à ce que seraient les libéraux immigrationnistes béats, les Québécois ont voté pour moins d'immigration. La lucidité et la fermeté face au défi migratoire est le point commun des élections de quasiment tous les pays du monde confrontés à cet enjeu », a-t-elle tweeté.

M. Legault, qui se défend d'être « anti-immigration », rétorque qu'il veut au contraire « bien accueillir »

les immigrants, dans une province qui connaît quasiment le plein-emploi et ne peut se passer de cette main-d'oeuvre.

« Je crois qu'à 40 000, le Québec va continuer d'accueillir, toutes proportions gardées, plus d'immigrants que les Etats-Unis ou la France », a-t-il fait valoir mardi lors de sa première conférence de presse de Premier ministre élu.

Issu d'un milieu modeste, comptable de formation, François Legault, a cofondé la compagnie aérienne Air Transat en 1986. Il en claqua la porte une dizaine d'années plus tard, revend ses parts et devient millionnaire à moins de 40 ans.

Dynamiter la traditionnelle alternance

Il est très vite happé par la politique, rejoint les rangs du Parti québécois (indépendantiste), devient

ministre de l'Industrie en 1998, puis ministre de l'Education et de la Santé.

En 2009, il claqua la porte du « PQ », persuadé que les Québécois veulent entendre parler d'économie et de santé plutôt que d'indépendance.

Deux ans de réflexion plus tard, il fonde la Coalition Avenir Québec, coalition nationaliste hétéroclite située à droite, qui veut incarner le « changement » tout en maintenant la province dans la fédération. Elle va réunir aussi bien des déçus de la cause indépendantiste ou ceux du parti libéral de Philippe Couillard, de la famille politique de Justin Trudeau.

Lundi soir, après deux échecs en 2012 et 2014, M. Legault a gagné son pari : dynamiter la traditionnelle alternance indépendantistes/fédéralistes qui rythme la vie politique québécoise depuis un

demi-siècle.

Ceux qui ont connu ou approché M. Legault brossent de lui un portrait mitigé : travailleur infatigable, rassembleur, fidèle en amitié mais impitoyable en affaires, orgueilleux, colérique, imprévisible.

« C'est un grand bossueur, rigoureux, mais il est influençable et donc imprévisible, il peut changer son fusil d'épaule à la dernière minute », témoigne pour l'AFP l'un de ses anciens conseillers politiques, qui a souhaité rester anonyme. « Il est très fidèle en amitié, mais pas très fidèle en affaires ». Dans son discours de victoire lundi, François Legault a promis « un gouvernement avec le cœur à la bonne place et les deux pieds sur terre ». Et il a promis mardi de « rassembler les Québécois » autour de trois priorités bien concrètes : économie, éducation, santé.

AFP

Brésil: Bolsonaro grimpe dans les sondages, les marchés euphoriques

■ Les milieux d'affaires ont clairement choisi leur camp au Brésil : à cinq jours du premier tour d'une présidentielle aussi imprévisible que polarisée, la Bourse a salué mardi par une nette hausse la publication d'un sondage très favorable au candidat d'extrême droite Jair Bolsonaro.

L'indice Ibovespa a enregistré une hausse de 3,78% à la clôture, après avoir reculé deux jours de suite. Le réal reprenait également des couleurs par rapport au dollar, la monnaie brésilienne étant cotée à 3,93 pour un dollar, soit une hausse de 2,09% par rapport à lundi.

Pour les analystes, les marchés ont ainsi salué le résultat d'un sondage de l'institut Ibope, publié lundi soir, qui a crédité Jair Bolsonaro, 63 ans, de 31% des intentions de vote pour le premier tour de dimanche, soit quatre points supplémentaires par rapport à jeudi.

Le président du Parti social libéral (PSL), privé de campagne sur le terrain après avoir été poignardé le 6 septembre pendant un bain de foule, creuse ainsi son avance, désormais de 10 points, sur son principal adversaire, le candidat du Parti des travailleurs (PT, gauche) Fernando Haddad, qui plafonne à 21%.

Une tendance confirmée après la clôture

de la bourse par le résultat d'un autre sondage publié mardi soir par l'institut Datafolha, avec un avantage encore plus important, de 11 points (32% contre 21% pour M. Haddad).

« Les marchés sont optimistes avec Bolsonaro », a commenté auprès de l'AFP André Perfeito, du cabinet de conseil Spinelli. Cette euphorie « va faire décoller les marchés dans les prochains jours », a-t-il prédit avant même la parution du sondage de mardi soir et la confirmation de l'avance du candidat d'extrême droite.

Mardi, des hausses importantes étaient notamment constatées sur les cours des entreprises publiques que le principal conseiller économique de M. Bolsonaro, Paulo Guedes, prévoit de privatiser partiellement ou en totalité en cas de victoire.

L'action ordinaire de la compagnie pétrolière nationale Petrobras a bondi de 6,74% et celle de la compagnie d'électricité Electrobras de 9,02%.

Le secteur bancaire, sur lequel Fernando Haddad souhaite faire pression pour qu'il baisse les taux d'intérêt, a également réagi positivement à son mauvais score dans le dernier sondage, avec des hausses de 3,37% pour la banque Itau Unibanco, de 5,93% pour

Santander.

La dépréciation du réal a été freinée, après un plus bas historique à la mi-septembre où le dollar s'échangeait à 4,19 réais.

« Chicago Boy »

Les investisseurs avaient d'abord misé sur les candidats du centre. Mais ni l'ancien gouverneur de Sao Paulo, Geraldo Alckim (8%) du Psdb (centre droit), ni Henrique Meirelles, (2%), le candidat du MDB, le parti du président sortant Michel Temer, n'ont réussi à percer.

Même s'il admet ouvertement son incompetence en matière économique, Jair Bolsonaro est parvenu à séduire les milieux d'affaires grâce à Paulo Guedes, un « Chicago Boy » ultra-libéral.

Le conseiller économique préconise de nombreuses privatisations pour réduire une dette très importante (77,3% du PIB) et la mise en place d'un régime de retraites par capitalisation.

« Dans mon esprit, cela est très clair : accélérer la privatisation pour réduire la dette. Est-ce que ce sera Petrobras, la Caisse économique fédérale, la Poste ? Celui qui aura le plus d'impact pour réduire la dette et dégager des ressources pour l'éducation, la santé, l'ac-

cès à l'eau et à l'assainissement, la sécurité », exposait Paulo Guedes en février dans un entretien au quotidien brésilien Valor.

Selon Andrés Perfeito, les marchés ont mis leur poids dans la balance pour une défaite de Fernando Haddad, qui a remplacé l'ex-président Luiz Inacio Lula da Silva comme candidat de gauche, mais « ils n'ont pas encore évalué le prix d'une victoire de Bolsonaro ».

Le Front parlementaire du secteur agropastoral (FPA), le plus important lobby au Parlement, qui soutenait jusque-là Geraldo Alckim, a laissé entendre qu'il pourrait adouber le favori du premier tour.

Le fondateur de la puissante église évangélique l'Eglise universelle du royaume de dieu (Iurd), Emir Macedo, s'est déjà déclaré en sa faveur, tout comme plusieurs médias brésiliens.

« Une partie significative de l'élite brésilienne a renoncé à la social-démocratie pour le fascisme », a regretté mardi Fernando Haddad à Rio de Janeiro. « Plus on alimente la haine, plus le fascisme se développe », a-t-il dénoncé.

AFP



Trump se moque de l'accusatrice de son candidat à la Cour suprême

Le président américain Donald Trump s'est ouvertement moqué mardi soir de la femme qui accuse son candidat à la Cour suprême d'agression sexuelle, ironisant sur le manque de précision

Christine Blasey Ford, universitaire de 51 ans, a affirmé la semaine dernière devant le Sénat - et des dizaines de millions d'Américains devant leur écran - être sûre «à 100%» d'avoir été agressée, à l'été 1982, par Brett Kavanaugh.

«J'avais bu une bière, j'avais bu une bière...», a lancé M. Trump lors d'un meeting de campagne à Southaven, dans le Mississippi, faisant mine d'imiter le témoignage de Mme Blasey Ford.

«Comment êtes-vous rentrée chez vous ? Je ne m'en souviens pas. Comment vous êtes-vous rendue sur place ? Je ne m'en souviens pas. Il y a combien d'années ? Je ne sais pas, je ne sais pas, je ne sais pas», a-t-il lancé, sous les rires et applaudissements nourris.

«Dans quel quartier cela s'est-il passé ? Je ne sais pas. Où est la maison ? Je ne sais pas. Au premier étage, au rez-de-chaussée, où ? Je ne sais pas.

Mais j'avais bu une bière, c'est la seule chose dont je me souviens», a-t-il poursuivi.

«Et la vie d'un homme est en lambeaux, la vie d'un homme a été brisée», a ajouté le président américain, qui avait jusqu'ici pris soin de ne pas s'en prendre directement à l'accusatrice.

Qualifiant le juge Kavanaugh d'«être humain parfait», le locataire de la Maison-Blanche a longuement dénoncé l'attitude des élus démocrates, qu'il accuse d'obstruction.

«Attaque ignoble»

L'avocat de Mme Blasey Ford, Michael Bromwich, a immédiatement dénoncé sur Twitter une attaque «cruelle et ignoble» contre sa cliente.

«Est-il étonnant qu'elle était terrifiée à l'idée de parler, et que d'autres victimes d'abus sexuels le soient également?», a-t-il poursuivi.

«Elle est un exemple remarquable de courage. Lui est un exemple de lâcheté», a-t-il conclu.

Vendredi, depuis la Maison-Blanche, Donald Trump avait adopté un ton très différent, assurant avoir trouvé le témoignage de l'universitaire «très convaincant». «Elle m'a l'air d'être une femme très bien», avait-il ajouté.

Aux Etats-Unis, il revient au Sénat de donner son feu vert pour les postes à vie à la Cour suprême, plus haute juridiction du pays et arbitre des questions de société les plus épineuses (droit à l'avortement, régulation sur les armes à feu, mariage homosexuel...).

Les républicains y détiennent actuellement une courte majorité, avec 51

sièges sur 100. La plupart soutiennent sans ciller M. Kavanaugh, mais trois d'entre eux ont ouvertement exprimé leurs doutes.

Et l'issue du vote, qui sera organisé au terme de l'enquête du FBI en cours, est à ce jour imprévisible.

Mardi, un peu plus tôt dans la journée, M. Trump avait estimé que les hommes se trouvaient désormais dans une situation très délicate aux Etats-Unis. «C'est une époque vraiment terrifiante pour les jeunes hommes en Amérique, vous pouvez être coupable de quelque chose dont vous n'êtes pas coupable», avait-il déclaré depuis les jardins de la Maison-Blanche.

«C'est vraiment une période difficile», avait-il martelé, estimant que la présomption d'innocence était trop souvent piétinée.

Sous la pression des élus démocrates et d'une poignée de républicains, le président américain a ordonné vendredi au FBI de «mener une enquête complémentaire» sur Brett Kavanaugh, au lendemain de l'audition au Sénat de son accusatrice, Christine Blasey Ford.

Les avocats de cette dernière ont regretté mardi, dans un courrier adressé au directeur du FBI, que leur cliente n'ait pas été interrogée par les enquêteurs.

Une autre femme, Deborah Ramirez, qui accuse Brett Kavanaugh d'avoir exhibé son sexe près de son visage lors d'une soirée arrosée à l'université de Yale au milieu des années 1980, a elle été entendue par le FBI.

AFP

Mike Pompeo rencontrera Kim Jong Un pour sa nouvelle visite en Corée du Nord

■ Le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo retourne dimanche en Corée du Nord pour relancer les négociations sur le désarmement nucléaire du régime reclus, dont il va rencontrer cette fois le dirigeant Kim Jong Un qui avait boudé sa dernière visite.

Ce nouveau voyage à Pyongyang s'inscrit dans une mini-tournée dans la région, a annoncé mardi sa porte-parole Heather Nauert: le secrétaire d'Etat se rendra d'abord samedi à Tokyo pour rencontrer le Premier ministre Shinzo Abe, puis, après l'étape nord-coréenne, à Séoul pour s'entretenir avec le président sud-coréen Moon Jae-in.

Lundi, il terminera par un passage à Pékin pour évoquer «les sujets bilatéraux, régionaux et mondiaux» avec ses «homologues», en pleine guerre commerciale doublée d'un début de crise diplomatique avec la Chine.

Le sujet central de la tournée sera toutefois la Corée du Nord, et la relance du dialogue sur sa dénucléarisation qui, malgré un rapprochement spectaculaire après une année 2017 scandée par les menaces de guerre atomique, vient de traverser une mauvaise passe.

Mike Pompeo entend également préparer un deuxième sommet, dans un futur proche, entre Donald Trump et Kim Jong Un après celui, historique, de juin à Singapour.

Washington considère donc de bonne augure le fait que le secrétaire d'Etat sera reçu par le numéro un de Pyongyang.

«Le fait que le ministre se rende sur place pour la quatrième fois» depuis le printemps «est le signe de nouveaux progrès et d'une certaine dynamique», a estimé Heather Nauert.

«Confiance» contre «défiance»

Si le département d'Etat justifie régulièrement son optimisme par des avancées qui seraient discutées en coulisses sans avoir encore été annoncées, «évidemment ces conversations vont dans la bonne direction et nous avons suffisamment confiance pour monter dans l'avion et aller continuer les discussions là-bas», a insisté la porte-parole.

Initialement prévu fin août, ce voyage avait été annulé à la dernière minute sur décision du président des Etats-Unis, contraint de reconnaître, pour la première fois, l'absence de progrès suffisants dans les négociations.

Et il intervient après un précédent déplacement, début juillet, au cours duquel Mike Pompeo avait été quelque peu humilié par les Nord-Coréens: non seulement il n'avait pas rencontré Kim Jong Un et n'avait pu annoncer aucune mesure sur la dénucléarisation, mais en plus Pyongyang avait dénoncé, dès son départ, ses méthodes de «gangster».

Cette fois encore, la Corée du Nord souffle le chaud et le froid et s'est employée ces derniers jours à faire monter les enchères.

A l'Assemblée générale de l'ONU où Mike Pompeo avait appelé à maintenir les sanctions internationales jusqu'à ce que la dénucléarisation soit définitive et vérifiée, son homologue nord-coréen Ri Yong Ho a estimé que cette politique aggravait la «défiance» de Pyongyang.

Or «sans confiance avec les Etats-Unis, nous ne pourrions jamais désarmer unilatéralement en premier», a-t-il martelé, dénonçant les «mesures coercitives» américaines.

«Nous ne relâchons pas la pression», a répondu mardi Heather Nauert.

A Singapour en juin, Kim Jong Un a promis d'œuvrer à la «dénucléarisation complète de la péninsule coréenne», et c'est cet engagement vague que Mike Pompeo doit tenter de transformer en un accord avec des modalités et un calendrier précis.

Mais Pyongyang continue de demander des contreparties, sans dire publiquement lesquelles, pour avancer vers une dénucléarisation.

S'il n'est officiellement pas question d'alléger les sanctions pour l'instant, Washington semblait prêt, selon plusieurs observateurs, à accéder à une autre revendication nord-coréenne: une déclaration mettant formellement fin à la guerre de Corée, qui ne s'est achevée en 1953 que par un simple armistice.

«La fin de la guerre» ne «pourra jamais être un élément de marchandage pour obtenir la dénucléarisation», a toutefois protesté mardi l'agence officielle nord-coréenne.

Interrogée sur cette fin de non-recevoir, la porte-parole de la diplomatie américaine a taclé les pays «qui parfois disent des choses plus hautes en couleur que les Etats-Unis».

Elle n'a toutefois pas répondu à la question de savoir si Mike Pompeo était, à l'instar du très haut en couleur président Trump, «tombé amoureux» de Kim Jong Un.

AFP

Trump a aidé ses parents à échapper au fisc, selon le New York Times

■ Donald Trump et ses frères et soeurs ont aidé leurs parents à échapper au fisc, rapporte mardi le New York Times, citant plus de 200 déclarations de revenus qu'il a obtenues. La société immobilière du père du président lui a versé l'équivalent de 413 millions de dollars, précise le quotidien, qui dit avoir mis la main sur un «vaste trésor» de déclarations de revenus confidentielles et de registres financiers.

Donald Trump et ses frères et soeurs ont créé une société écran pour dissimuler ces dons au fisc, poursuit-il.

Interrogé par le journal, Charles Harder, avocat du président, a affirmé que les conclusions de l'enquête étaient erronées. «Le président Trump n'est pratiquement pas impliqué dans ces Affaires. Elles ont été gérées par d'autres membres de la famille Trump, qui n'étaient pas des experts et qui dépendaient donc entièrement des professionnels agréés pour assurer le plein respect de la loi», a-t-il déclaré.

Aucune réaction n'a pu être obtenue auprès de la Maison-Blanche.

Le New York Times dit avoir mené son enquête en interrogeant d'anciens employés et conseillers de Fred Trump, père du président, et en épluchant plus de 100000 pages de documents provenant de son empire commercial.

«L'enquête s'appuie également sur des dizaines de milliers de pages de documents confidentiels: relevés bancaires, audits financiers, livres comptables, rapports de décaissement, factures et chèques annulés», ajoute-t-il.

Reuters

Indonésie

Le bilan dépasse 1.400 morts, l'espoir de retrouver des survivants s'éloigne

Le bilan du séisme suivi d'un tsunami sur l'île indonésienne des Célèbes a dépassé les 1.400 morts mercredi alors que les besoins sont "immenses" dans les zones sinistrées et que le temps presse pour dégager des survivants.

«**L**e bilan total est de 1.407 morts», a indiqué Sutopo Purwo Nugroho, le porte-parole de l'agence de gestion des catastrophes naturelle, au cours d'un nouveau point presse.

Les autorités se sont fixé jusqu'à vendredi, soit une semaine après la catastrophe, pour retrouver d'éventuels survivants. Au-delà, les chances seront proches de zéro.

Les secours se concentrent sur quelques sites autour de Palu, une ville de la côte ouest qui a été ravagée, et notamment à l'hôtel Roa-Roa où une soixantaine de personnes seraient toujours ensevelies sous les gravats. Les efforts se focalisent aussi sur un centre commercial, un restaurant ou encore le quartier de Balaroa où la puissance de la secousse a transformé le sol en bouillie.

Près de 200.000 personnes ont besoin d'une aide humanitaire d'urgence, parmi lesquelles des dizaines de milliers d'enfants, selon le bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (Ocha). On estime à 66.000 le nombre de logements détruits vendredi par la secousse de magnitude 7,5 et le raz-de-marée destructeur qu'elle a engendré.

Le gouvernement indonésien a beau avoir affirmé aux équipes étrangères intervenant dans les zones sinistrées que la situation était sous contrôle, les habitants de localités éloignées comme Wani, dans la province de Donggala, disent n'avoir pas, ou presque pas, vu la couleur de l'aide. «Douze personnes sont portées disparues dans cette zone», affirme à l'AFP un habitant, Mohammad Thahir Talib, 39 ans. «Il se peut qu'il y ait aussi des corps plus au sud.»

«Sentiment de frustration»

A Genève, les Nations unies ont fait part de leur frustration quant à la lenteur de la réponse.

«Bien que le gouvernement et les organisations d'urgence travaillent sans relâche pour apporter une aide vitale, les besoins demeurent immenses», a indiqué mardi l'Ocha dans un communiqué.

«Le sentiment des équipes travaillant sur place est un sentiment de frustration», a expliqué à Genève Jens Laerke, de l'Ocha. «Des portions importantes de ce qui pourrait être la zone la plus touchée n'ont toujours pas été complètement atteintes. Mais les équipes se démènent et font ce qu'elles peuvent». Les survivants combattent la faim et la soif. L'eau potable et la nourriture manquent



et les autorités sont dépassées par le nombre de blessés.

Sur le terrain, des responsables expliquent que, si le gouvernement a indiqué que toute aide était la bienvenue, les «mécanismes de mise en oeuvre» de cette aide manquent.

Port endommagé

Les créneaux d'atterrissage sur l'aéroport de Palu sont réservés à l'armée indonésienne, mais il devrait rouvrir jeudi matin aux vols commerciaux.

Les installations portuaires de Palu, porte d'accès cruciale dans cette région accidentée, ont été fortement endommagées.

Les points d'amarrages sont intacts mais la plupart des grues et équipements nécessaires au déchargement des navires ont été renversés, explique l'ONU.

Dans la ville de Palu, la police a effectué mardi des tirs de semonce et utilisé les gaz lacrymogènes pour disperser des pilliers.

Sur la route qui part la ville vers le nord, un journaliste de l'AFP a vu des jeunes élever des barrages et exiger des «donations» pour ouvrir la voie.

Le président indonésien Joko Widodo, qui fait campagne pour sa réélection l'an prochain, a affirmé que la police et l'armée gardaient le contrôle de la zone et qu'il n'y avait «pas de pillages», au cours de sa deuxième visite à Palu depuis la catastrophe.

Le Centre de coordination de l'aide humanitaire de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean), basée à Jakarta, a fait état d'un besoin urgent de sacs mortuaires.

Dans le climat équatorial chaud et humide qui prévaut en Indonésie, la décomposition est accélérée et fournit un terrain propice aux maladies.

Eruption volcanique

Les secours manquent aussi d'équipements lourds. Ils peinent également du fait de la coupure des routes et de l'ampleur même des dégâts.

L'électricité a été rétablie mardi soir dans certains quartiers de Palu. Mais dans d'autres, des habitants se pressaient autour de rallonges électriques dans les quelques bâtiments disposant encore de courant.

Le manque d'installations sanitaires est par ailleurs un problème de plus en plus

grave. «Partout, les gens veulent aller aux toilettes mais il n'y en a pas. Alors il faut faire ses besoins de nuit, au bord de la route», explique Armawati Yarmin, 50 ans.

Archipel de 17.000 îles et îlots formé par la convergence de trois grandes plaques tectoniques (indo-pacifique, australienne et eurasiennne), l'Indonésie se trouve sur la ceinture de feu du Pacifique, zone de forte activité sismique.

Un risque qui a été illustré mercredi par l'éruption du volcan Soputan, situé dans l'extrême nord-est des Célèbes, à un millier de km de Palu, et qui crachait des cendres à plus de 5.800 mètres d'altitude.

Les autorités ont demandé aux civils de ne pas approcher du volcan à moins de quatre kilomètres. Mais aucune évacuation n'a été pour l'instant décidée.

Après l'appel à l'aide de l'Indonésie, le Fonds central d'intervention d'urgence de l'ONU a annoncé mardi soir le déblocage de 15 millions de dollars. Mercredi, l'Australie a annoncé qu'elle dépêchait une équipe médicale ainsi qu'une enveloppe de cinq millions de dollars d'aide.

AFP

Los Angeles

Quatre arrestations pour des cambriolages chez des célébrités

■ Quatre personnes ont été arrêtées à Los Angeles, soupçonnées d'avoir cambriolé les domiciles de célébrités, dont la chanteuse Rihanna ou encore le joueur de base-ball Yasiel Puig, a annoncé la police mardi.

Il s'agit de deux jeunes hommes de 19 ans, un autre de 18 ans et de la mère de l'un d'entre eux, âgée de 34 ans. Les autorités pensent qu'ils ne constituent qu'une partie d'une bande spécialisée dans les cambriolages de célébrités.

Lors de leur interpellation, les policiers

ont mis la main sur une liste d'adresses de leurs futures cibles. Parmi elles se trouvait le domicile du basketteur LeBron James, des acteurs Viola Davis et Matt Damon.

Ils ont également saisi des sacs à main, des portefeuilles, des montres, des bijoux et un pistolet.

Ils s'en prenaient aux domiciles «d'acteurs, de producteurs, de musiciens et de sportifs professionnels», a affirmé Lillian Carranza, une responsable de la police de Los Angeles lors d'une conférence de pres-

se.

«Les maisons étaient ciblées à partir des publications des victimes sur les réseaux sociaux, de leurs tournées ou voyages. Les voleurs pensaient qu'il n'y aurait personne au domicile et qu'ils y trouveraient des biens de valeur», a-t-elle expliqué.

Ces deux dernières années, les domiciles des chanteuses Alanis Morissette, Nicki Minaj et Emmy Rossum ont également été cambriolés.

AFP

Selon des analystes

Une clause du nouvel Aléna vise à dissuader de commercer avec Pékin

Une disposition du nouvel accord commercial tripartite Etats-Unis-Mexique-Canada (AEUMC, USMCA en anglais) vise à empêcher tout accord de libre-échange avec des pays n'ayant pas le statut d'économie de marché, ce qui cible particulièrement la Chine, ont estimé mardi des analystes.

Washington et Ottawa ont conclu dimanche à l'arraché un accord visant à sauver l'Aléna en tant que zone de libre-échange tripartite avec Mexico.

Donald Trump a obligé le Canada et le Mexique à accepter un certain nombre de contraintes pour commercer avec les Etats-

Unis, leur principale zone d'exportation.

Le président américain, qui souhaite mettre fin à la liberté qui prévaut dans les échanges commerciaux dans le monde, veut isoler la Chine et empêcher les compagnies chinoises d'utiliser le Canada et le Mexique comme des «portes dérobées» pour acheminer des produits libres de droits de douane aux Etats-Unis.

Selon une clause de l'AEUMC, si l'une des parties veut négocier un accord de libre-échange avec un pays n'ayant pas le statut d'économie de marché, elle doit prévenir les autres parties trois mois avant d'entamer de

telles discussions. Si ces négociations aboutissent, les autres parties prenantes de l'AEUMC peuvent alors se détacher de l'accord sous six mois et conclure leur propre accord bilatéral. Cette clause confère à l'administration Trump une forme de veto sur tout accord commercial que le Canada et le Mexique pourraient vouloir conclure avec la Chine, estime un analyste de l'institut American Enterprise, situé à Washington.

«Nous avons des raisons de penser qu'un accord de libre-échange avec la Chine est une possibilité pour le Canada et le Mexique (...) C'est une façon très élégante de gérer

cela», a déclaré Derek Scissors.

«Aucun accord avec la Chine ne vaut de perdre un AEUMC ratifié», a-t-il ajouté.

Si Washington établit la même clause dans ses négociations avec l'Union européenne et le Japon, il pourrait alors isoler davantage Pékin au sein du commerce mondial, a poursuivi Scissors. La Chine a demandé à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) de lui reconnaître le statut d'économie de marché, plus de 16 ans après son adhésion à l'OMC, une demande à laquelle les Etats-Unis sont opposés.

Reuters

Participation de 17 pays

Ouverture du Festival international de la bande dessinée d'Alger

Le Festival international de la bande dessinée (Fibda) a ouvert ses portes, mardi, à l'esplanade de Riadh el Feth, avec la participation de 17 pays, le Canada étant l'invité d'honneur.



La 11^{ème} édition du Fibda est marquée par l'organisation de nombre de rencontres avec des bédéistes algériens et étrangers dont l'Américaine Alitha Martinez, l'Espagnol Antonio Altarriba Ordonez et l'Algérienne Nawel Lourad, en plus de plusieurs expositions dédiées à la bande dessinée.

Une grande exposition de la BD canadienne représentant de la région du Québec est présente à cette édition,

avec la participation de huit dessinateurs dont Julie Rocheleau et Jean-Paul Eid et Marie Debeau.

Des ateliers de formation en Manga et en bande dessinée sont également programmés au profit des enfants et plus du concours de déguisement Cosplay organisés en collaboration avec l'Office national des droits d'auteur et droits voisins (Onda) et les publications Z-Link spécialisé en Manga.

Le ministre de la Culture, Azzedine

Mihoubi, était présent à la cérémonie d'ouverture du festival en compagnie de certains membres du gouvernement qui ont visité les différents stands représentant des pays participants à l'instar du Canada, de la Belgique et de l'Italie, en sus de nombre de maisons d'éditions algériennes à l'exemple de Dalimen et Z-Link.

M. Mihoubi a estimé que le Fibda «s'est imposé en tant que rendez-vous culturel annuel réussi» sur la scène

algérienne, indiquant que «nous avons choisi le Canada comme invité d'honneur, car c'est un pays connu pour la longue histoire de la bande dessinée et les jeunes Algériens profiteront de son expérience dans ce domaine».

La cérémonie d'ouverture a connu une présence moyenne du public en comparaison avec celle de l'édition 2017, le programme du festival n'étant pas été mis à la disposition des journalistes et artistes présents. Le Fibda 2018 qui se tient sous le slogan du «Vivre-ensemble», et dont les travaux se poursuivront jusqu'au 6 octobre, verra la participation du Canada, de la Belgique, de l'Espagne, des Etats-Unis d'Amérique, de la Tunisie et - pour la première fois - la Suède et la Colombie.

Pour rappel, le Festival international de la bande dessinée 2017 a célébré l'année dernière ses 10 ans d'existence, avec la France en invité d'honneur.

Riad D.

Pour un meilleur partage avec le public

Exposition ambulante à Alger de Souad Douibi

■ Une exposition ambulante des œuvres de l'artiste plasticienne Souad Douibi a sillonné lundi des rues de la capitale dans une performance artistique de partage avec le public.

Arborant des tableaux de l'artiste, sept femmes dont l'artiste elle-même, ont emprunté à pied un long itinéraire entamé depuis Télémy, en passant par la très fréquentée rue Didouche Mourad, où la caravane a fait escale au niveau de Place Audin avant de reprendre le chemin vers le quartier populaire, Bab El Oued.

Les tableaux donnent à voir des portraits de femmes en haïk, vêtement traditionnel porté par la femme algérienne qui, par une voilette appelée laâjar, se couvre le nez et le bas du visage et laisse le front à découvert.

En haïk, puis sans ce costume vestimentaire féminin qui symbolise autrefois la pudeur et l'élégance, l'artiste évoque la condition et la place de la femme dans une société attachée à ses traditions vestimentaires malgré les influences culturelles étrangères.

Présente à cette démonstration, la plasticienne explique que cette performance était une «action artistique visant à faire découvrir ses peintures» au public et animer les rues de la capitale, faisant remarquer que la fréquentation des galeries ne cesse de régesser.

Diplômée des Beaux-Arts d'Alger, Souad Douibi est connue sur les réseaux sociaux pour ses performances artistiques à Alger et ailleurs.

H. T.

Salon international du livre d'Alger (Sila)

Le romancier chinois Mo Yan, prix Nobel de littérature, présent

Le prix Nobel de littérature de l'année 2012, le romancier chinois Mo Yan, est attendu au 23^e Salon international du livre d'Alger (Sila), prévu du 29 octobre au 10 novembre prochains aux Palais des expositions des Pins maritimes, annonce mardi un communiqué du ministère de la Culture

Présent parmi les représentants de la Chine, invité d'honneur de cette édition, le prix Nobel 2012 de littérature animera une conférence, avant d'assister à un hommage qui lui sera rendu par le commissariat du Salon, dans une cérémonie prévue à son honneur. La délégation chinoise compte plus de 150 membres entre écrivains et éditeurs, précise la même source. La participation de Mo Yan au 23^e Sila s'inscrit dans le cadre du «renforcement des relations historiques» sino-algériennes qui célèbrent cette année leur 60^e anniversaire, et intervient également en guise de «reconnaissance de la présence et la place qu'occupe la culture algérienne dans le monde», selon le communiqué.



Le 23^e Sila, qui mettra à l'honneur la littérature chinoise, présente avec 3 000 titres en arabe et en anglais, verra la participation d'un millier d'éditeurs algériens et étrangers représentant 47 pays, répartis sur 970 maisons d'éditions dont 271 algériennes.

D'autres hommages à des figures de la culture algérienne, en plus des conférences et des tables rondes, sont prévus par le commissariat du 23^e Sila,

à l'image de Abdellah Cheriet, Saïd Boutadjine, Abou Kassem Saâd Allah ou encore l'écrivain et archiviste, Mourad Bourboune, scénariste du film sur Larbi Ben M'hidi. Avec 300 000 titres d'ouvrages dans divers domaines, notamment la littérature, l'histoire et la science, le 23^e Sila accueillera, par ailleurs, 70 auteurs algériens, entre écrivains confirmés et jeunes auteurs.

Bilal L.

PAROLES DE FEMMES

Les passions peuvent me conduire, mais elles ne sauraient m'aveugler.
Madame de la Fayette



FEMMES

ILS ONT DIT :

Tout doit être fait avec passion.

Björk

ACTU-FEMMES Page animée par Tinhinan

Kate Middleton de retour de congé de maternité : ce nouveau look qui en dit long...

En pull, pantalon et bottes, Kate Middleton fait son grand retour sur la scène publique après son congé de maternité. Avec ce look casual et sa nouvelle couleur de cheveux, elle marque sa différence avec sa célèbre belle-sœur Meghan Markle.

Avis aux fans de Kate Middleton, la voilà officiellement de retour après six mois de congé de maternité pour son fils, le prince Louis né le 23 avril 2018. Pour sa première sortie officielle, Kate Middleton fait une action au profit caritative : elle visite l'école forestière Sayers Croft qui permet aux écoliers des quartiers défavorisés de découvrir la nature dans la forêt de Paddington. Proche des Anglais, Kate Middleton mise sur le look qu'elle maîtrise le mieux : la proximité avec ses fans.

Alors pour une visite en forêt, elle a laissé ses escarpins au dressing, et ressorti sa paire de bottes fétiches, les mêmes qu'elle porte depuis 2004. Pantalon près du corps, pull et parka verts, Kate Middleton s'offre un look de garde-forestier. Un style inattendu, mais plutôt onéreux puisqu'il dépasse déjà les 1 064 € (533 € pour les bottes, 180 € pour la parka, et 151 € pour les boucles d'oreilles, le tout déjà portés) qui coïncide peut-être avec le congé de maternité de sa styliste Natacha Archer. Tout l'inverse de Meghan Markle, ultra chic en toutes circonstances, qui ose même les escarpins sur un terrain de basket...



PEAU TERNE :

VOTRE ROUTINE BEAUTÉ

Marre de votre peau terne et fatiguée ? Alors venez découvrir nos astuces pour redonner de l'éclat à votre teint. Mine radieuse assurée ! Une peau terne est une peau qui manque d'éclat, qui paraît fatiguée, voire même, parfois, qui tire sur le gris. Pour pallier à ces quelques problèmes, mieux vaut donc suivre un rituel beauté adapté, pour redonner un petit coup de pepsi à votre teint.

1. HYDRATATION DE LA PEAU

Première chose : l'hydratation de votre joli minois. Une étape essentielle, quel que soit votre type de peau. Pour une efficacité maximum, il est important de choisir la bonne crème hydratante. Dans le cas d'une peau terne, le must reste la crème d'énergie Q10 Nivea, à l'extrait de baie de Goji.

2. UNIFIER LE TEINT

Deuxième étape : la crème teintée. Elle va permettre d'unifier le teint et de le sublimer, avec un rendu très naturel. Idéale pour les peaux ternes : la crème teintée anti-rides Q10 de Nivea. Outre son action hydratante, elle lutte efficacement contre les rides, lisse la peau et protège des agressions extérieures. Un véritable rempart contre les principaux fac-

teurs responsables du teint terne, comme la pollution. Le plus ici : l'effet teinté très naturel, comme une seconde peau, pour un visage éclatant de beauté.

3. POUDRE BONNE MINE

Troisième étape : la poudre effet bonne mine, à appliquer en voile léger sur l'ensemble du visage. Pour un teint naturel ensoleillé et éclatant de beauté. Adieu la grise mine et place au visage lumineux.

LA PEAU MIXTE

Les bons gestes : C'est la plus délicate à soigner car elle est à mi-chemin entre la peau sèche et la peau grasse. Veillez tout d'abord à ne pas l'agresser avec des produits nettoyants trop astringents. Utilisez un lait nettoyant et une crème hydratante non grasse. Appliquez si besoin une crème plus riche sur les parties du visage les plus sèches (pommettes, tempes...).

Il existe désormais des soins pour peaux mixtes qui combinent des actifs hydratants et des composants rééquilibrants pour réguler le flux de sébum. Adaptez votre maquillage à votre type de peau, quitte à utiliser deux produits différents (une crème teintée légère et un

fond de teint stick gras) selon les parties du visage.

A ne pas faire : Beaucoup de femmes ayant la peau mixte la considèrent comme normale et ne prennent

pas la peine de la soigner. C'est une grave erreur, car la peau mixte nécessite autant d'attention que les autres si ce n'est plus. Ne vous exposez donc pas aux intempéries ni au

soleil sans une crème protectrice, n'utilisez pas d'eau calcaire ni de savons et choisissez plutôt des lotions sans alcool pour la nettoyer.

COUPLE

LES FEMMES PRÉFÈRENT LES HOMMES GRANDS

La taille du partenaire importe dans une relation amoureuse. Pour les femmes, un homme grand rassure et donne l'impression d'être plus féminine, d'après une étude. Un homme plus petit que vous peut-il vous plaire ? A cette question, la plupart des femmes répondent "non" dans une étude menée conjointement par la Rice University et la North Texas University. Pour les femmes, la taille est un critère important dans le choix du partenaire.

Elles affirment se sentir plus protégées et plus femmes avec un compagnon plus grand qu'elles... "La psychologie de l'évolution soutient que la ressemblance est une règle sacrée dans la relation amoureuse. Pourtant notre étude suggère que concernant les caractéristiques physiques comme la taille, la

ressemblance n'est plus la règle dominante, particulièrement chez les femmes", constate Michael Emerson, professeur de sociologie à la Rice University à Houston. A la différence des femmes, les hommes semblent moins regardants sur la taille de leur partenaire féminin : 13,5 % des hommes voudraient sortir avec une femme plus petite qu'eux.

Les femmes elles préfèrent à 48,9 % un compagnon plus grand. Pour les besoins de l'étude, des petites annonces ont été analysées : elles provenaient de 455 hommes mesurant 1,72 m en moyenne et âgés de 36 ans et 470 annonces de femmes d'1,62 m âgées en moyenne de 35 ans. Dans une seconde partie, 54 hommes d'1,75 m environ et 131 femmes d'1,62 m ont été recrutés

et interrogés en ligne par les chercheurs des deux universités du Texas.

LES STÉRÉOTYPES ONT LA VIE DURE

Les chercheurs n'ont pas poussé bien loin l'analyse : selon eux, les hommes et les femmes sont influencés par les stéréotypes de genre et les attentes sociales traditionnelles. "La capacité masculine à offrir une protection physique est clairement reliée au stéréotype de l'homme protecteur", commente un des auteurs de l'étude au Daily Mail.

Et comme un cliché n'arrive jamais seul... "Dans une société qui encourage les hommes à être dominants et les femmes à être soumises, l'image des hommes grands qui dépassent les petites femmes renforce cette conception"



Les DÉBATS

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naima MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib Stambouli

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS

Coupe d'Afrique des nations 2018
La sélection seniors/dames en stage du 7 au 11 octobre

■ La sélection algérienne (seniors / dames) de football effectuera un stage bloqué du 7 au 11 octobre dans le cadre de la préparation de la prochaine Coupe d'Afrique des nations (CAN-2018), a annoncé mardi Fédération algérienne de football (FAF). «Le stage de la sélection nationale féminine sera ponctué par deux matchs amicaux, contre son homologue marocaine, les 18 et 22 du même mois à El Jadida (Maroc)» a indiqué l'instance fédérale dans un communiqué, publié sur son site officiel. Ce sera le troisième stage bloqué pour les protégées du coach Radia Fertoul, après ceux de Tikjda (1-15 septembre) et Sidi-Moussa (18-26 septembre). «Vingt-sept (27) joueuses avaient participé aux deux premiers stages» a rappelé l'instance fédérale, en précisant que la CAN-2018 se déroulera du 17 novembre au 1er décembre, au Ghana.

MO Bejaia
Madoui nouvel entraîneur

■ L'ex-entraîneur de la formation égyptienne d'Al Ismaily Kheireddine Madoui a été intronisé à la barre technique du MO Bejaia en remplacement du Français Alain Michel, a annoncé mardi le club de Ligue 1 Mobilis sur sa page Facebook. Madoui sera assisté par Malik Zorgane et le préparateur physique Laabini, a précisé la même source. Le technicien français Alain Michel avait décidé de se retirer du club après la série de résultats négatifs dont le dernier en date la défaite à domicile face à la JS Saoura (0-1) en match comptant pour la 8e journée du championnat de Ligue 1 disputée le week-end dernier. De son côté, Madoui avait démissionné de son poste d'entraîneur d'Al Ismaily le 24 septembre dernier après une série de faux pas dont deux défaites de suite en championnat d'Egypte. L'ancien entraîneur de l'ES Sétif prendra officiellement ses fonctions à l'occasion du match en déplacement contre le DRB Tadjenanet prévu vendredi pour le compte de la 9e journée.

Ligue des champions de la CAF (1/2 finale aller)/Al Ahly 2- ESS 0

L'Aigle Noir malmené



L'Entente de Sétif s'est compliqué la tâche en se faisant battre par la formation égyptienne du Ahly du Caire, sur le score de (2/0), mardi soir au Caire, pour le compte du match aller des demi-finales de la Ligue des champions d'Afrique. Les gars des Hauts Plateaux avaient, pourtant, espoir de revenir avec un résultat probant qui leur permettrait de prendre option pour la finale de la plus prestigieuse des compétitions africaines. Les Sétifiens avaient souffert de la grosse pression des septuples champions d'Afrique qui sont entrés en force et avaient réussi à marquer un but à la 5e

minute par l'intermédiaire d'Azaro qui avait été refusé par l'arbitre. Ce n'était que partie remise pour les gars du Ahly qui ouvriront le score à la 23e par Oualid Souleiman de la tête après un centre de Hamoudi. Les Egyptiens qui étaient mieux organisés et surtout plus déterminés ajouteront un second but à la 41' par Mohareb. Ce succès donne une avance plutôt confortable pour les Rouge du Ahly qui tenteront de la préserver au match retour le 23 octobre prochain au stade du 8 mai 1945 de Sétif. Toutefois, les gars de la ville des Hauts Plateaux ne s'avouent pas pour autant vaincus et estiment qu'ils peuvent remonter le

score ou tout au moins égaliser surtout avec le soutien de leur public. A ce sujet, on apprend que le coach, Taouessi a tenu une réunion dans les vestiaires avec ses joueurs à qui il demandera d'oublier cette défaite et de se concentrer sur la deuxième manche qui se jouera à Sétif. Il exigera de ses poulains un plus grand sacrifice pour tenter d'arracher la qualification en inscrivant au moins deux buts. Le coach marocain de l'Entente estime que la messe n'a pas été dite et que tout reste possible lors du match retour, appelant ses joueurs à croire en leurs chances. «Tout reste possible dans un match de 90 minutes et il faut juste se donner à fond lors de la deuxième manche», avouera le driver des Noir et Blanc. L'autre demi-finale disputée un peu plus tôt à Luanda, les Angolais de Primeiro De Agosto ont battu les Tunisiens de l'ES Tunis (1-0).

Imad M.

Match avancé de la Ligue II Mobilis (9e journée)

L'ESM pour battre le RCK

■ L'Espérance de Mostaganem sera à l'épreuve du RC Kouba dans un match avancé pour le compte de la 9e journée de la Ligue II Mobilis, dont la suite se déroulera samedi. Les Mostaganémois qui sont à la troisième place en compagnie de l'USB, avec un meilleur goal-avérage pour les Biskris, néanmoins aspirent à remporter les trois points pour rester dans la course à l'accession. Restant sur une défaite en déplacement face à l'USM Annaba, la formation d'Etardj fera tout ce qui est de son possible pour se reprendre et empocher les trois points face à la fébrile équipe du RCK qui souffre en ce début de saison. Les Koubéens avaient été tenus en échec à domicile par le voisin,

l'USMH et complique de plus en plus sa situation. Les gars de Kouba savent, désormais, ce qui les attend et sont dans l'obligation de revenir au moins avec le point du nul au risque de ce rapprocher de plus en plus du purgatoire. En outre, le coach, Slimani, sait qu'il sera sur la sellette en cas d'un autre échec même à l'extérieur de ses bases étant donné que cela sera difficile ensuite de se reprendre et d'assurer, de ce fait, le maintien en Ligue II. Le match sera très particulier pour le meneur de jeu de l'ESM, Aymen Madi, un pur produit du RCK qui affrontera son ancien club pour la circonstance ce qui ne sera pas facile sans aucun doute.

I. M.

Ligue I Mobilis (9e journée)

La JSK pour poursuivre sa belle série

■ Le leader de la Ligue I Mobilis, la JS Kabylie, devrait pouvoir creuser l'écart lors de cette 9e journée dont la première partie et la majeure partie des matchs se déroulent ce vendredi. En effet, les Canaris qui étaient revenus avec le succès de leur déplacement face à l'ES Sétif affrontent l'O Médéa à domicile sur leur ancre du stade du 1er novembre et de devraient pas trouver de peine à l'emporter.

Les hommes de Dumas sont en confiance depuis quelque temps et la réception des gars du Tétré devrait leur permettre de creuser l'écart par rapport à leurs concurrents directs. Benaldjia and co seront donc décidés à prendre les trois points du succès qui devraient conforter leur fauteuil de leader même si tout peut arriver dans un match de championnat.

Ainsi, l'OM qui avait été tenu en échec lors de la précédente journée par le DRBT souhaite vivement se ressaisir et revenir au moins avec le point du nul de ce déplacement. De son côté, le NA Hussein-Dey et qui est à la

troisième place affronte at home le Paradou AC dans un derby qui promet.

Les Sang et Or qui sont revenus avec le point du nul de leur match face à l'ASAM souhaitent se relancer dans la course à une place sur le podium et pour cela ils doivent l'emporter coûte que coûte. Toutefois, la mission ne sera pas facile devant une équipe du PAC qui désire se ressaisir après deux défaites de suite face au CSC et l'USMA.

Les Nahdistes sont donc prévenus et ne doivent pas baisser la garde. Le tenant du titre, le CS Constantine dont les résultats sont en dents de scie ne devraient pas avoir beaucoup de peine à l'emporter à domicile face à la lanterne rouge du championnat, le CR Belouizdad qui continue à manger son pain noir et qui se trouve vraiment dans une situation critique. La JS Saoura qui était revenu avec les trois points de son déplacement à Béjaïa face au MOB aura l'occasion d'enchaîner à domicile avec la réception de l'USM Bel Abbès. Les poulains de Neghis savent ce qui

les attend désormais et se doivent de l'emporter face aux gars de la Mekerra s'ils souhaitent continuer sur cette lancée. Enfin, le derby de l'Est entre le CA Bordj Bou Arreridj et l'AS Aï M'lila sera sans aucun doute à risque avec les dérapages qui ont eu lieu entre les deux formations qui se disputaient l'accession en Ligue I. Les Bordjiens qui sont revenus avec le point du nul de Bel Abbès souhaitent confirmer, alors que les M'liliens qui ont été tenus en échec par le NAHD feront tout pour revenir avec un résultat probant qui leur permet de se rattraper.

Raouf M.

Le programme :

Vendredi 5 octobre 2018 à 16h :
NAHD-PAC
DRBT-MOB
CSC-CRB (17h)
CABBA-ASAM (17h45)
JSK-OM (17h45)
JSS-USMBA (19h)

CAN2019 (U23)/ Qualifications

Algérie- Guinée équatoriale ou Sao Tomé au second tour

■ La sélection algérienne des moins de 23 ans, exemptée du premier tour affrontera le vainqueur de la double confrontation entre la Guinée Equatoriale et Sao Tomé-et-Principe au second tour des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations CAN-2019 des U23, selon le tirage au sort effectué au siège de la CAF au Caire. Les Algériens se déplaceront pour le match aller avant accueillir leur adversaire dans une double confrontation qui aura lieu du 18 au 26 mars 2019, précise l'instance africaine. En cas de qualification, l'équipe algérienne affrontera au troisième et dernier tour des éliminatoires le vainqueur de la confrontation entre le Gabon et le vainqueur du match entre le Ghana et Togo. La phase finale de la Coupe d'Afrique des Nations U23 se déroulera du 8 au 22 novembre 2019 en Egypte. Cette compétition qui regroupera huit pays est qualificative au tournoi final de football des Jeux Olympiques 2020 à Tokyo. Les trois premiers se qualifient pour les JO2020. Avant la phase finale de la CAN2019, la Confédération africaine de football organisera donc trois tours préliminaires prévus dans l'ordre: (12-20 novembre 2018, 18-26 mars 2019 et 3-11 juin 2019). L'Algérie avait pris part au tournoi de football des Jeux Olympiques 2016 à Rio de Janeiro grâce à sa deuxième place à la CAN 2015 des moins de 23 ans au Sénégal. Les 13 pays exemptés du 1er tour des éliminatoires : Algérie, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Mali, Maroc, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Afrique du sud, Tunisie, Zambie et Zimbabwe.



Algier
Ensoleillé
Min 14 °C
Max 28 °C



Oran
Ensoleillé
Min 12 °C
Max 29 °C



Annaba
Ensoleillé
Min 15 °C
Max 28 °C

http://www.lesdebats.com

Pour leurs recherches sur les protéines Le Nobel de chimie à deux Américains et un Britannique

Le prix Nobel de chimie a récompensé mercredi deux chercheurs Américains et un Britannique qui se sont inspirés des principes de l'évolution darwinienne pour modifier les propriétés des protéines à des fins thérapeutiques ou industrielles. Les trois lauréats du prix de chimie 2018 ont «dompté les principes de l'évolution», ouvrant la voie à la production de nouveaux matériaux ou de biocarburants plus propres, et à des thérapies innovantes, a indiqué l'Académie suédoise royale des sciences qui décerne le prix. Le Nobel récompense pour moitié l'Américaine Frances H. Arnold et pour l'autre moitié son compatriote George P. Smith et le Britannique Gregory P. Winter. La lauréate et les deux lauréats du prix de chimie 2018 ont «dompté les principes de l'évolution», ouvrant la voie à la production de nouveaux matériaux ou de biocarburants plus propres, et à des thérapies innovantes, a indiqué l'Académie suédoise royale des sciences qui décerne le prix. Le Nobel récompense pour moitié l'Américaine Frances Arnold, 62 ans, et pour l'autre moitié son compatriote George Smith, né en 1941, et le Britannique Gregory Winter, 67 ans. «Ils ont répliqué les principes de Darwin dans des éprouvettes. Ils ont mis à profit la compréhension de la molécule que nous tirons des processus de l'évolution pour les recréer en laboratoire», a précisé au cours d'une conférence de presse le président du comité Nobel du prix, Claes Gustafsson. L'évolution dirigée est un ensemble de technologies permettant d'améliorer une protéine ou un acide nucléique, en reproduisant artificiellement le processus naturel de l'évolution mais en cherchant à l'orienter dans une direction choisie.

R. N.

France

Démission de Collomb, nouvelle épreuve pour le président Macron

La démission du ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb, fidèle des fidèles du président Emmanuel Macron, constitue une nouvelle épreuve pour la présidence française après six départs de l'exécutif depuis juin 2017. La démission «spectaculaire» de Collomb, après avoir été refusé, a été finalement acceptée dans la nuit de mardi à mercredi et le président Macron a été contraint de nommer le Premier ministre, Edouard Philippe, comme intérimaire du département de l'Intérieur au moment même où la police a annoncé hier la fin de cavale du braqueur multirécidiviste, Redoine Faïd, trois mois après sa spectaculaire évasion de la prison de Réau (Seine-et-Marne) à bord d'un hélicoptère. Depuis l'arrivée du président Macron, six ministres, rappelle-t-on, ont claqué la porte du gouvernement, soit pour des mésententes politiques, soit pour des affaires judiciaires. Mais de l'avis de nombreux observateurs politiques, la démission de Gérard Collomb, que tout le monde n'est pas près d'oublier le visage de ce personnage en pleurs lors de l'investiture de Macron à la présidence, «montre qu'il y a le feu à la maison». Alors que toute la sphère politico-médiatique parle de «crise» au sommet, le ministre des Comptes publics Gérard Darmanin, a estimé hier qu'il n'y avait «pas de crise politique» en France. «Il n'y a pas de crise politique. Je ne crois pas qu'il faille voir des crises politiques», a-t-il déclaré sur France 2. Mais l'opposition ne l'entend pas de cette oreille, puisque le président du groupe Les Républicains (LR) au Sénat, Bruno Retailleau, a considéré qu'avec cette démission, le président Macron «n'est plus le maître des horloges».

H. M.



Libye

Le patrimoine antique menacé par les combats et les pillages



Inscrite sur la liste du patrimoine mondial en péril, l'antique cité de Sabratha, dans l'ouest libyen, porte les stigmates d'affrontements entre milices rivales, qui font craindre le pire pour le précieux héritage archéologique du pays. Construit entre les II^e et III^e siècles, le majestueux amphithéâtre et ses colonnes de marbre rose sont défigurés par des impacts de balles et d'obus. Des douilles rouillées jonchent le sol près des ruines de ce qui fut l'un des joyaux de l'empire romain.

Selon des habitants, des snipers étaient postés en haut de l'amphithéâtre lors des combats qui ont éclaté entre des groupes armés en septembre et octobre 2017, faisant 39 morts et 300 blessés.

Depuis la chute en 2011 du régime de Mouammar Kadhafi, la ville moderne de Sabratha, à environ 70 km à l'ouest de la capitale Tripoli, est devenue le principal point de départ de l'immigration clandestine, les passeurs et les milices profitant du vide sécuritaire dans la région pour faire régner le chaos en toute

impunité. L'Unesco a déclaré en péril la cité antique de Sabratha, et quatre autres sites libyens, en juillet 2016, justifiant sa décision par «les dommages déjà survenus et les graves menaces qui pèsent sur ces sites». L'organisme onusien a rappelé que le pays était «soumis à une forte instabilité» et que des «groupes armés» étaient «présents sur ces sites ou à proximité immédiate». Le patrimoine archéologique libyen est en «réel danger», affirme Mohamad al-Chakchouki, chef du Département libyen des antiquités, un organisme public. «Le retranchement de groupes armés à l'intérieur des sites archéologiques et les batailles qui se déroulent près ou sur les sites, dont Sabratha, constituent un danger permanent», poursuit-il. La situation est d'autant plus préoccupante que la conservation des sites antiques était autrefois confiée à des missions archéologiques occidentales, mais les archéologues ne sont plus venus en Libye «depuis quatre ans, en raison du chaos et de l'insécurité»,

déplore M. Chakchouki. S'étendant sur 90 hectares, avec une partie engloutie par la mer, la cité romaine de Sabratha est l'une des trois villes de l'ancienne Tripolitaine romaine, avec Oea - l'actuelle Tripoli - et Leptis Magna (ouest).

Elle est aujourd'hui à l'abandon, entourée d'herbes et de plantes sauvages asséchées par le soleil et le sel du vent marin. Mais pour Mohamad Abou Ajela, responsable du bureau des antiquités de Sabratha, si la cité continue de subir les effets de l'érosion et la dégradation de la pierre, ce sont les «dégâts causés par l'homme qui sont davantage à craindre».

Outre les violences, plusieurs sites libyens protégés sont aujourd'hui menacés par l'expansion urbaine, comme Cyrène, trésor de l'ère hellénique, dans l'est de la Libye.

Profitant du chaos et revendiquant la propriété des terrains, des habitants construisent dans le périmètre du site archéologique protégé sans être inquiétés.

Les pillages constituent une autre menace, la sécurité défaillante ayant favorisé les fouilles clandestines et le trafic d'antiquités. Plusieurs cas de vols d'objets antiques ont été répertoriés. En mars, le ministre espagnol de l'Intérieur a annoncé avoir saisi «de nombreuses œuvres d'art originaires des régions de la Cyrénaïque (est) et de la Tripolitaine (ouest), dont sept mosaïques, des sarcophages et des pièces d'origine égyptienne».

AFP

Autoroute Est-Ouest

Cinq blessés graves dans deux accidents distincts

Cinq personnes ont été grièvement blessées dans deux accidents de la route distincts survenus hier à Bouira sur l'autoroute Est-Ouest, selon un bilan des services de la Protection civile. «Dans la matinée, nous avons enregistré un carambolage ayant impliqué 11 véhicules sur l'autoroute Est-Ouest et qui a fait trois blessés graves évacués à l'établissement public hospitalier de la ville de Lakhdaria», a expliqué à l'APS, un membre de la cellule de communication de la direction de

la Protection civile de la wilaya de Bouira, le capitaine Fatah Doukari.

Ce carambolage, qui s'est produit sur la voie autoroutière Alger-Bouira, a causé d'énormes embouteillages sur ce tronçon. Les services de la Gendarmerie nationale sont intervenus et ont pu débloquer la voie deux heures plus tard, a indiqué la même source.

Un autre accident s'est produit sur la pente autoroutière de Djebahia suite à une collision entre un véhicule touristique et un camion, cau-

sant de graves blessures à deux personnes, évacuées, elles aussi, à l'hôpital de Lakhdaria, a ajouté le capitaine Doukari.

Une enquête a été ouverte par les services de la Gendarmerie nationale pour élucider les circonstances exactes de ces deux accidents.

Mardi, deux personnes ont perdu la vie et deux autres ont été grièvement blessées dans un accident de la route survenu sur le chemin de wilaya reliant les villages Assif Assemahin et Thiniri (El Adjiba).

Bilal L.

ACTU...

Lutte contre la criminalité

Deux contrebandiers et six narcotrafiquants arrêtés

Deux contrebandiers et six narcotrafiquants ont été arrêtés mardi, des denrées alimentaires et divers autres matériels ont été saisis dans différentes wilayas par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP), a indiqué hier le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.

«Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, des détachements combinés de l'ANP ont saisi mardi à Tamanrasset, In Guezzam et Bordj Badji Mokhtar (6^{ème} Région militaire), un camion, quatre véhicules tout-terrain, 18 800 litres de carburant et 4,625 tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande», a précisé la même source. Des éléments de la Gendarmerie nationale et des garde-frontières ont intercepté, lors d'opérations distinctes menées à Tlemcen (2^{ème} RM), Oum El Bouaghi (5^{ème} RM) et Biskra (4^{ème} RM) six narcotrafiquants en leur possession 247,2 kg de kif traité, alors qu'un détachement de l'ANP a appréhendé, à Biskra, deux contrebandiers et saisi deux camions et 39 quintaux de feuilles de tabac, a-t-on ajouté.

Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre l'émigration clandestine, des garde-côtes ont mis en échec, à Oran (2^{ème} RM), des tentatives d'émigration clandestine de 27 personnes à bord d'embarcations de construction artisanale, tandis que six immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à Tamanrasset (6^{ème} RM).

Reda A.

Constantine

Le corps d'un enfant repêché d'une mare d'eau

Un corps d'un enfant a été repêché d'une mare d'eau durant les dernières 24 h par les éléments de la Protection civile de la wilaya de Constantine, a-t-on appris hier, auprès de ce corps constitué.

Il s'agit d'un enfant de 13 ans mort noyé dans une mare d'eau située à la sortie de la commune de Ain Abid (40 km au sud-est de Constantine), a précisé la même source.

La victime a été évacuée par les éléments de la Protection civile vers la polyclinique de cette localité avant d'être transférée à la morgue de l'hôpital Mohamed Boudiaf de la commune d'El Khroub, a ajouté la même source.

Une enquête a été ouverte par les services compétents pour déterminer les circonstances exactes de ce drame, a-t-on fait savoir.

Salem M.